

**L'éditorial  
d'Arlette  
Laguiller**

p. 3

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**

**Lutte  
Ouvrière**  
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2177 - 23 avril 2010 - Prix: 1 € - DOM: 1,50 €

**Si les patrons  
embauchaient,  
les cotisations  
financeraient  
les retraites !**

p. 3 et 5



**22, 23, 24 mai**  
**La Fête de  
Lutte Ouvrière**

p. 16



SOMMAIRE

Leur société	
p 4	■ Après la tempête Xynthia
	■ Femmes et conseils d'administration
	■ Niches fiscales
	■ Sarkozy et la sécurité
p 5	■ Réforme des retraites : le PS à l'unisson de la droite
	■ COR : le patronat a de quoi financer
p 6	■ Les banquiers ne veulent pas payer la crise
	■ Les paradis fiscaux ont encore de beaux jours
p 15	■ Le groupe Total et la corruption
Dans le monde	
p 6	■ Les «banksters» de Wall Street
p 7	■ Haïti : trois mois après le séisme, le business des ONG
	■ Rwanda, avril 1994 : le capitaine Barril relais de l'État français
p 8	■ Espagne : la justice et les crimes franquistes
	La loi d'amnistie de 1977
	Contre la loi du silence
p 9	■ Grande-Bretagne : élections du 6 mai
	■ Algérie : violences contre les femmes à Hassi Messaoud
Dans les entreprises	
p 10/11	■ La grève à la SNCF
p 12	■ STMicroelectronics Crolles
	■ Freescale Toulouse
p 13	■ PSA Melun-Sénart
	■ PSA Poissy
	■ Gefco Poissy
p 14	■ Steelcase Marlenheim (Bas-Rhin)
	■ Caisse d'pargne
	■ Gima Beauvais
	■ Mineurs marocains de Lens
Anniversaire	
p 15	■ La conférence de Bandung 15-24 avril 1955
La fête de Lutte Ouvrière	
p 16	■ Toute la Fête

Des décroissants qui se sentent le vent en poupe

La suspension de tous les vols et la fermeture de la totalité des aéroports de l'Europe du Nord, provoquées par l'extension du nuage issu du volcan islandais en éruption, a fourni le prétexte à une autre irruption, à d'autres débordements, ceux des tenants de la décroissance, qui ont eu tout loisir de se répandre sur les antennes.

Ils prétendent voir dans cette situation, pour reprendre les termes de certains d'entre eux, une revanche de la nature sur l'homme et la civilisation, une revanche sur le progrès moderne, tout cela amalgamé dans une même condamnation.

Le député Vert Yves Cochet, l'un des apôtres d'une décroissance qu'il appelle de ses vœux, considère, pour s'en féliciter, que cette situation serait « une bonne anticipation » de ce qui se passera dans une quinzaine d'années, face à la raréfaction du pétrole et à la disparition prévue – et souhaitée – du transport aérien. D'autres dénoncent le gaspillage – indéniable – qui consiste à faire venir des haricots verts du Kenya, ou des fraises du Chili, sans avoir à subir les effets des saisons et des rythmes qu'elles imposent à la culture.

Et tous ces prophètes préconisent un retour à la nature, ce qui dans leur esprit signifie chacun chez soi, à cultiver son carré de choux et à ne consommer que ce qu'il produit, sans toutefois mépriser les moyens qu'offrent

la télévision, la radio ou d'autres plus sophistiqués, pour diffuser leurs sombres prédictions.

On n'en est pas à entendre ce que disaient les prédicateurs de diverses obédiences au lendemain du tremblement de terre en Haïti, expliquant que ce cataclysme était la revanche ou la punition de dieu, mais c'est tout comme ! Ces nouveaux prédicateurs en sont à mettre en cause l'égoïsme ou l'irresponsabilité des hommes qui ne veraient pas plus loin que le bout de leur nez, parce qu'ils ont envie de changer d'horizon, de visiter le monde, ou tout simplement et de façon plus banale de profiter, quand ils le peuvent, d'un coin ensoleillé. Et s'il y a bien des aberrations à dénoncer dans cette société, ce n'est pas qu'elle offre des possibilités multipliées, grâce aux techniques les plus modernes, d'échanger, de communiquer, d'élargir son horizon. Ce n'est pas non plus que le progrès des connaissances et des techniques aient fourni aux femmes et aux hommes la possibilité de mieux maîtriser la nature. Non, ce qui est aberrant, c'est que toutes ces possibilités restent aux mains des capitalistes et des bourgeois, qui n'ont d'autres préoccupations que d'accroître leur fortune. C'est justement ce que se refusent à voir ces décroissants, à la recherche d'un avenir tourné vers un lointain passé.

Jean-Pierre VIAL

Blocage du trafic aérien

Le principe de précaution, trop cher ?

Interviewée récemment sur Canal Plus à propos du blocage du trafic aérien, la PDG Sophie de Menthon, candidate à la succession de Laurence Parisot à la tête du Medef, a manqué défaillir à la question : « Aimez-vous le principe de précaution ? »

« Je déteste ! s'écria la dame. Je suis un entrepreneur et je représente les entrepreneurs. Notre capital, c'est la prise de risques. Et il y a antinomie, incompréhension, entre un État qui a peur du risque et nous qui prenons des risques. » En l'occurrence, c'est risquer la vie des passagers, lui objectèrent les animateurs. « C'est une prise de risque, c'est tout », continua-t-elle,

concluant benoîtement : « Les entrepreneurs foncent dans les nuages. »

Sans aller jusqu'à ces bruyants états d'âme, le Medef a ouvert une « cellule de crise », lorgnant clairement vers les pouvoirs publics, desquels ils espèrent des aides sonnantes et trébuchantes.

Ceux-ci ont réagi sans délai, annonçant qu'une prime versée par Pôle emploi viendrait compléter la prime étatique aux entreprises en cas de chômage technique des salariés, à la suite de la fermeture de l'espace aérien.

C'est dire combien tout ce beau monde vole au ras de ses mesquins intérêts.

Viviane LAFONT

• **Spectacle**

**99 jours, les troubles**

En 1909, Jean-Baptiste Platel, ouvrier et membre fondateur du syndicat des boutonniers de l'Oise, rédige *1909, les troubles de Méru*, un texte retraçant l'histoire d'une révolte ouvrière qui eut un écho international.

La boutonnerie, principale activité de la région de Méru, était alors en plein essor, mais les conditions déplorables de travail et les réductions de salaire répétées débouchèrent le 3 mars 1909 sur un fort mouvement de grève, un conflit qui embrasa toute la région durant 99 jours.

La compagnie Oui Théâtre présente aujourd'hui un spectacle construit autour du texte de Jean-Baptiste Platel (spectacle qui sera également

présenté à la Fête de Lutte Ouvrière le dimanche 23 mai).

Tarif solidaire : 15 euros

Tarif participatif : 10 euros (tarif réduit pour les étudiants, lycéens, intermittents, groupes, familles nombreuses, enseignants).

Tarif militant : 5 euros (pour les syndicats, comités d'entreprise, associations d'entraide...)

Bénéficiez de ce tarif sur réservation en appelant le 08 92 70 12 28 et en donnant le code « militant », dans la limite des quotas disponibles. Un justificatif devra être présenté à la caisse au moment du retrait des places.

Théâtre Les Déchargeurs - 3, rue des Déchargeurs - 75001 Paris

**Fête régionale de Lutte Ouvrière**

**Angers**

**Samedi 8 mai à partir de 16 h**

*Salle Aragon, rue Joseph-Barra*

**à Trélazé**

**LUTTE OUVRIÈRE**

Union Communiste (Trotskyiste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. – Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 – 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. – Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

**SUR INTERNET**

**www.lutte-ouvriere.org**

**www.union-communiste.org**

**contact@lutte-ouvriere.org**

**Lutte Ouvrière**

**l'hebdomadaire**

**www.lutte-ouvriere-journal.org**

**Lutte Ouvrière**

**multimédia**

**(télé, radio, CLT)**

**www.lutte-ouvriere.org/multimedia**

**Lutte Ouvrière**

**audio**

**(version parlée de nos textes)**

**www.lutte-ouvriere-audio.org**

**Adresser toute correspondance à :**

**LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18**

**ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe**

Nom : .....Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....Ville : .....

Ci-joint la somme de : .....

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière			Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	10 numéros	
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €	
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €	
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €	
USA, Canada	35 €	70 €	22 €	
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €	
Envois sous pli fermé : tarifs sur demande				



# L'éditorial

d'Arlette Laguiller

Éditorial des bulletins d'entreprise  
du 19 avril

## « Réforme » des retraites : l'escroquerie à la démographie



L'argumentation de tous ceux qui proclament qu'il serait nécessaire de réformer les retraites, c'est-à-dire de la quasi-totalité des hommes politiques de la bourgeoisie, droite et gauche confondues, des économistes et des commentateurs qui leur emboîtent le pas, se veut de bon sens : l'allongement de la durée de la vie imposerait une telle réforme. Mais c'est une escroquerie car, s'il est vrai que le nombre d'actifs a diminué, le problème n'est pas là. Si les caisses de retraite sont menacées de déficit, la

raison essentielle ne réside pas dans l'augmentation à venir du nombre des retraités, mais dans la diminution des rentrées destinées à alimenter ces caisses de retraite. Une diminution qui ne cesse de s'aggraver depuis près de quarante ans, et qui se détériore encore plus vite depuis l'explosion de la crise financière en 2007.

Pour maintenir ses profits, le patronat a réduit depuis des années les effectifs des entreprises, faisant produire autant, voire plus, par moins de travailleurs. Les plans de licenciements, les fermetures d'entreprises se sont multipliés, entraînant ces dernières années une augmentation massive du chômage. Et celle-ci est devenue une nouvelle arme aux mains des patrons pour refuser toute augmentation des salaires, en prétendant que ceux qui ont la chance d'avoir un emploi devraient s'estimer heureux.

La stagnation des salaires des travailleurs qui ont gardé leur emploi (c'est-à-dire leur diminution de fait, si l'on tient compte de l'inflation), les pertes salariales de la plupart de ceux qui ont retrouvé un travail, les maigres allocations de chômage de ceux qui y ont droit, la misérable aumône du RSA, sans compter le nombre grandissant de ceux qui ne sont plus indemnisés, de ceux qui essaient de survivre en courant de « petit boulot » en « petit boulot », ou avec des temps partiels imposés, tout cela explique les difficultés prévues pour l'avenir des caisses de retraite.

Or, qui est responsable des bas salaires, si ce n'est le patronat ? Qui est responsable des licenciements et du

chômage, si ce n'est ce même patronat ? Qui est responsable de la généralisation de ces emplois qui obligent à vivre avec quelques centaines d'euros par mois, sinon le patronat et le gouvernement à son service ? La démographie n'est pour rien là-dedans. Et la justice la plus élémentaire voudrait que ce soient les responsables de cet état de fait, les industriels et les banquiers, dont les profits sont florissants malgré la crise, qui supportent les frais de cette situation.

Mais l'État, le gouvernement sont au service de ces industriels et de ces banquiers. Et les seuls qu'ils envisagent de faire payer, ce sont les travailleurs.

Le camp des gens qui nous gouvernent, c'est celui du patronat. On en a encore eu un exemple quand le 13 avril Peugeot-Citroën, qui avait pourtant reçu des millions d'euros de dons du gouvernement, sans compter des milliards d'euros de prêts, prétendument destinés à « défendre l'emploi », a annoncé la fermeture de son site de Melun-Sénart. Décision aussitôt entérinée par le gouvernement, sous le fallacieux prétexte qu'il ne s'agissait pas d'un site de production.

Mais les travailleurs auraient tort de compter sur une hypothétique victoire de la gauche aux prochaines élections pour s'opposer aux attaques que le gouvernement peaufine contre les retraites. Aucun gouvernement de gauche n'a remis en cause les décisions qui avaient été prises par la droite contre les retraites. Et aucun ne le fera dans l'avenir. Le président d'un « laboratoire d'idées » socialiste, un proche de Strauss-Kahn, formule ainsi sa position sur le problème des retraites : « *Il va falloir demander des efforts à quelqu'un : les retraités ou les actifs* » ! Mais ce prétendu socialiste n' imagine même pas de demander des efforts aux industriels et aux banquiers responsables de la situation.

« Sauver le régime des retraites », comme ils disent, en garantissant à chacun la possibilité de partir à soixante ans, avec un montant décent, il n'y a qu'une lutte déterminée des travailleurs, de l'ensemble des travailleurs, qui pourra l'imposer.

Arlette LAGUILLER

## • Chômeurs en fin de droits

### Le faux plan du gouvernement

**Le gouvernement se vante d'avoir trouvé une solution pour les centaines de milliers de chômeurs qui arriveront en fin de droits courant 2010, grâce à l'accord signé le 15 avril avec le patronat et les syndicats, exception faite de la CGT.**

À en croire ses signataires, cet accord intitulé « Plan rebond pour l'emploi » offrirait une « solution » à chaque chômeur en fin de droits, par le biais d'un contrat aidé, d'une formation rémunérée ou, à défaut, par une allocation exceptionnelle pouvant atteindre six mois.

Une « solution » pour

chacun ? À condition de ne pas être regardant sur les chiffres. Selon Pôle emploi, il y avait en novembre un million de chômeurs arrivant en fin de droits en 2010. Sur ce million, un total de 465 000 personnes pourraient bénéficier de l'Allocation spécifique de solidarité (ALS), du Revenu de solidarité active (RSA), d'une mesure de préretraite ou d'une autre allocation. Même si beaucoup toucheront moins de 500 euros par mois, ces personnes sont considérées comme ayant des revenus et, de ce fait, ne sont pas prises en compte dans le nouveau dispositif.

Sur le million de fin-de-droits, 535 000 personnes n'auraient donc aucune solution.

Or le « plan » ne prévoit au mieux que 345 000 possibilités. Quand Sarkozy prétend avec ce plan « *ne laisser personne sur le bord de la route* », c'est donc un mensonge de plus.

Le contenu de cet accord est un catalogue de mesures précaires, floues et soumises à des conditions non encore définies. Ainsi 170 000 contrats aidés sont annoncés. Ce sont des CDD, payés au smic, souvent à temps partiel, soit dans le secteur public ou associatif soit dans le secteur privé, pour lesquels les employeurs sont exemptés de cotisations sociales et bénéficient d'une prise en charge quasi totale du salaire par l'État. Autant dire que ces contrats « aident » surtout les

patrons. Par ailleurs, 120 000 de ces contrats étaient déjà budgétisés, le gouvernement se contentant de les affecter prioritairement aux chômeurs en fin de droits. 70 000 personnes se verraient proposer des formations rémunérées pour une durée de huit mois maximum, sans que le plan précise dans quels domaines. Et pour cause, puisque les offres sont de plus en plus limitées. Enfin 70 000 à 110 000 chômeurs pourraient toucher une allocation exceptionnelle de crise, d'un montant de 456 euros et pour une durée de six mois maximum. Autant dire une misère ! De toute façon, au terme de ces six mois, le problème de ces chômeurs se reposera.

Concernant le financement de ces mesures, là encore le flou domine. Sur un montant total de 838 millions, 705 millions seraient pris en charge par l'État et l'Unedic, le reste serait à la charge des régions. Sauf que ces dernières ont violemment protesté à l'annonce du plan, personne ne leur ayant demandé leur avis.

Alors, au-delà du baratin gouvernemental, le problème des chômeurs en fin de droits reste entier. L'État n'a pas d'argent pour les aider ? Ce n'est pourtant pas ce qu'on constate quand il lui faut aider les banques ou les constructeurs automobiles !

Roger MEYNIER



## • Chez « ces gens-là »

# Féminisme et conseils d'administration

Le grand patronat, en la personne des dirigeants des sociétés cotées au CAC 40, aurait décidé d'apporter sa pierre à la cause des femmes. Certes, dans ces grandes entreprises comme dans les autres, les femmes, plus touchées par le temps partiel contraint, continueront de plus d'être systématiquement moins payées que les hommes et, au final, toucheront souvent une retraite misérable. Mais des femmes entreront désormais en nombre dans le saint des saints, le conseil d'administration. Et pas pour y faire tapisserie, qu'on se le dise !

Ainsi le groupe de luxe LVMH vient de coopter Bernadette Chirac. Héritière d'une famille bourgeoise qui a su prospérer sous un Empire et trois Républiques,

elle donne toute garantie en matière de choix de sacs à main et de mantilles pour enterrement papal. Elle pourra aussi faire part de ses compétences en placements sans risque garantis par une bonne entente avec les plus hautes autorités de l'État.

Le groupe Hermès se prépare, lui, à élire Mme Woerth à son conseil. C'est là encore un choix très judicieux, puisque que cette dernière, non contente d'être l'épouse d'un ministre, est aussi la gestionnaire de la fortune de Mme Bettencourt, la femme la plus riche de France.

La grande bourgeoisie pratiquait déjà le mariage d'argent. Elle invente maintenant le féminisme d'affaires...

Paul GALOIS

## • Niches fiscales

# Un gouvernement d'injustice

Le gouvernement a annoncé son intention de s'en prendre aux « niches fiscales », c'est-à-dire aux dispositifs offrant des exonérations fiscales à certaines catégories de contribuables. François Baroin, nouveau ministre du Budget, se donne comme objectif de réduire de 4 à 6 milliards d'euros ce qu'elles coûtent au budget de l'État.

L'ensemble de ces exonérations coûterait au total chaque année 75 milliards d'euros. Le ministre n'a pas précisé les niches qu'il compte viser. Il a quand même averti qu'il n'était pas question de revenir sur la TVA à 5,5 % dans la restauration, « afin de ne pas favoriser le travail au noir ». Le gouvernement a aussi fait savoir qu'il refuserait également de toucher à l'exonération d'impôt sur les plus-values dont les entreprises bénéficient quand elles revendent une filiale qu'elles détiennent depuis plus de deux ans.

Entre 2007, date de son adoption, et 2009, cette mesure a rapporté aux entreprises qui en ont bénéficié 22 milliards d'euros. Et ce n'est pas le seul avantage fiscal auquel ont droit les entreprises et leurs filiales. Parmi les entreprises qui auraient bénéficié de cette mesure, la presse cite notamment Danone (qui aurait ainsi économisé 500 millions d'impôt sur la vente de Danone Biscuit en 2007), Suez, Lagardère, Bolloré, et tous les fonds dits de LBO, qui achètent des sociétés pour les revendre quelques années après.

En 2007, c'est Jean-François Copé qui était à l'origine de cette mesure. Ce même Jean-François Copé qui, en décembre dernier, a été l'auteur de l'amendement supprimant l'exonération d'impôt des indemnités journalières d'accident du travail !

Jean-Jacques LAMY

## • Charente-Maritime et Vendée

# Zones noires de Xynthia : pavillons rasés, villas préservées

Les manifestations de colère d'habitants menacés d'expulsion en Charente-Maritime et en Vendée ont obligé une brochette de ministres, autour de Jean-Louis Borlo, à se rendre sur place, mais sans rien promettre d'autre qu'un examen au cas par cas.

Outre le mépris du gouvernement, qui n'a daigné consulter ni les habitants ni les maires des communes concernées pour définir les zones noires où les maisons doivent être détruites, les sinistrés dénoncent aussi l'inégalité de traitement dont ils sont victimes. La délimitation des zones noires d'expropriation ne semble pas en effet obéir qu'à des critères topographiques, comme l'altitude des terrains par rapport à la mer : elles épousent parfois des frontières de classe.

Ainsi l'île de Ré, pourtant largement inondée, et même coupée en trois îles comme au Moyen Âge, est quasiment exempte de zone noire, et de grands travaux sont en cours pour la protéger par des digues. Dans un même temps, des zones moins inondées sont



vouées à être rasées. Les habitants n'ont obtenu que de fausses explications, comme une prétendue volonté d'éviter des zones « peaux de léopard ». Une habitation entourée de maisons inondées doit être rasée, même si elle a été épargnée par les flots. Mais en quoi cela justifie-t-il que des zones entières de riches villas sur l'île de Ré soient exemptées ?

Dominique Bussereau, intervenu sur France 3 le 14 avril pour nier tout favoritisme dans la définition des zones noires, dut cependant reconnaître que « les choses sont très différentes » selon qu'il s'agit d'un terrain coûtant 1 million d'euros les 3 500 mètres carrés sur l'île de Ré ou de terrain à 3 euros le mètre carré.

En fait, nul besoin de piston pour pareille injustice. On trouve une explication dans une loi faite sur mesure pour

protéger les plus riches. Selon une circulaire de février 2005, on ne peut procéder à une expropriation que si « le coût estimatif de l'acquisition est moins élevé que celui des autres moyens envisageables de sauvegarde et de protection des populations ». C'est parfaitement clair : un lotissement de modestes pavillons situé sur une zone où le terrain est bon marché sera détruit, car une digue coûterait plus cher que leur rachat. Mais construire une digue pour protéger de riches villas, même peu nombreuses, sera jugé valable si ces villas coûtent plus cher que la digue.

Les plus riches protégés, les plus modestes chassés : voilà le tracé des « zones de solidarité », nouveau nom dont le gouvernement vient de rebaptiser les « zones noires ».

Correspondant LO

## • Sarkozy et la sécurité

# L'éternel retour

Sarkozy a remis mardi 20 avril son costume de premier flic de France en se rendant en Seine-Saint-Denis pour la prise de fonctions du nouveau préfet de ce département, Christian Lambert.

Et pour que tout se passe dans le calme, les abords de la préfecture étaient bouclés par une vingtaine de cars de CRS stationnés au niveau de la gare routière, dont l'activité était évidemment très perturbée. Quant aux usagers qui auraient réussi à passer ces barrages de police, ils ont trouvé une préfecture fermée... du lundi 19 avril à 11 heures jusqu'au mercredi 21 avril à 8 h 30.

Christian Lambert a remplacé Nacer Meddah, le premier préfet issu de l'immigration nommé en Ile-de-France, qui a été muté en Franche-Comté au bout de quinze mois. Avec Christian Lambert, 63 ans, jusqu'alors directeur de cabinet du préfet de police de Paris, mais aussi ancien chef du Raid et des CRS, Sarkozy aura dans le 93 un homme « à poigne » pour la politique qu'il entend mener

et dont il a donné les grandes lignes dans son discours.

La police interviendra « sans restriction, aussi souvent que nécessaire », « aucune commune, aucun quartier, aucun hall d'immeuble de Seine-Saint-Denis n'échappera à l'autorité de la loi ». Dès la semaine prochaine, un projet de loi sera déposé pour demander la « suspension systématique des allocations familiales en cas d'absentéisme scolaire injustifié ».

Une fois de plus donc, Sarkozy remet sur le devant de la scène la lutte contre l'insécurité et la délinquance. Pour lui, tout se résume à des descentes de police dans les quartiers quadrillés où se multiplient les contrôles, évidemment au faciès. Et avec la suppression des allocations familiales, Sarkozy s'en prend aux parents jugés responsables collectivement de tout ce qui se passe dans les cités. Depuis des années que Sarkozy, d'abord ministre de l'Intérieur puis président, mène cette politique sécuritaire, rien pourtant n'a changé dans les banlieues, car lui et

son gouvernement n'ont jamais rien fait pour s'en prendre aux véritables raisons du problème, à savoir le chômage de masse, terreau sur lequel prolifèrent ces bandes qui pourrissent la vie des habitants de certaines cités. Ni les petites phrases, comme celles sur le Kärcher à La Courneuve en juin 2005, ou six mois plus tard à Argenteuil celles sur la racaille, ou les plans comme le plan banlieues de 2007, un plan sans moyens réels, n'ont changé quoi que ce soit à la vie quotidienne dans les banlieues.

Alors Sarkozy en revient à ce que la droite appelle ses « fondamentaux », c'est-à-dire la matraque et la répression. Ce faisant, il n'est même pas sûr de reconquérir son électorat le plus réactionnaire, celui qui serait tenté de voter Front National et qui l'a sans doute fait aux dernières élections régionales. En revanche, il est certain que rien ne pourra ainsi changer la situation des banlieues. Mais est-ce pour Sarkozy un réel souci ?

Cédric DUVAL



## • Réforme des retraites

# Le PS à l'unisson avec la droite.

Dans une interview parue dans *Le Monde* des 18-19 avril, François Hollande confirme qu'il se pose en candidat socialiste pour l'élection présidentielle de 2012 et prend position dans le débat sur la réforme des retraites.

L'ancien premier secrétaire du Parti Socialiste, pour se distinguer du gouvernement, lui reproche de ne vouloir « jouer que sur un seul paramètre : l'allongement de la durée de cotisation » qui, dit-il « ne résorbera pas le déficit d'un coup ». Mais, par-delà ces réserves purement verbales, on a bien du mal à distinguer ses positions de celles de la droite.

Il insiste sur le fait que le Parti Socialiste n'a « pas besoin d'en promettre tant et plus », manière de dire que le PS n'a pas besoin de s'engager pour mener campagne, et qu'il suffit de se servir de l'antisarkozysme qui grandit dans l'opinion pour gagner la présidentielle. Du coup, il se garde de promettre quoi que ce soit à qui que ce soit, ni aux retraités, ni aux futurs retraités.

Il se réfère, tout comme Sarkozy, aux diagnostics du Conseil d'orientation des retraites (le COR), rappelant pour s'en glorifier que cet organisme a été mis en place par un socialiste, Lionel Jospin. Quel exploit, en vérité !

François Hollande s'associe

au chœur de ceux qui prétendent que le financement de la retraite serait menacé par l'allongement de l'espérance de vie et évoque, pour faire face aux échéances du futur, de taxer, sans autres précisions, les stock-options, l'intéressement et la participation, mais aussi – et en fait surtout – d'augmenter les cotisations des salariés. Et il réussit ce tour de passe-passe d'affirmer, dans un seul paragraphe, qu'il ne faudrait pas revenir sur l'âge de la retraite fixé à 60 ans, car cela pénaliserait, dit-il, les salariés « obligés de cotiser plus longtemps et pour une espérance de vie à la retraite plus courte ». Et il ajoute dans la foulée qu'il faudrait « allonger la durée de

cotisation en fonction de l'allongement de l'espérance de vie et de la pénibilité », pour aboutir à la conclusion que « si nous vivons plus longtemps, nous travaillerons plus longtemps ». Comprenez qui pourra ! Mais derrière de tels propos tarabiscotés, il y a la claire affirmation qu'il entend placer ses pas dans les empreintes de la droite, dont la politique est de satisfaire les volontés patronales.

Hollande n'est pas seul, au PS, à tenir des raisonnements de la même eau. Manuel Valls et quelques autres nous expliquent qu'il faudrait que droite et gauche s'unissent dans une véritable union nationale sur les retraites. Mais, au sein du même parti, Benoît Hamon et

d'autres par exemple font entendre un autre son de cloche qui peut sembler opposé. Ce type d'opposition est fréquent au sein du Parti Socialiste. Mais il serait bien imprudent de se fier à ces clivages, souvent à géométrie variable.

Si le PS accède en 2012 à la gestion des affaires du pays, comme il y aspire, sa face gauche et sa face droite se confondront en un seul et même profil, le profil du bon gestionnaire qu'il a toujours su être dans le passé, responsable des intérêts de la bourgeoisie, le profil qu'adoptent à l'avance les Hollande, Valls et C<sup>ie</sup>.

Vincent GELAS

## • Le COR sonne la réforme des retraites...

# ...Mais révèle que le patronat a largement de quoi financer le système

Le dernier rapport du Conseil d'orientation des retraites (COR), tel qu'il a été répercuté par les médias, a frappé, tant il semblait épouser la propagande alarmiste du gouvernement qui veut imposer, d'ici la fin de l'été, la réforme des retraites souhaitée par le patronat. Mais, à trop vouloir prouver, le même rapport offre aussi des arguments à ceux qui estiment qu'il y aurait une autre façon de poser le problème des retraites que d'en faire peser tout le poids sur les classes populaires.

Créé en 2000, quand Jospin était Premier ministre, le COR associe parlementaires, représentants du patronat, des syndicats, de l'État et experts, mais il est placé sous l'autorité du Premier ministre et son président est nommé par le Conseil des ministres. En 2003, sous Raffarin, ses missions ont été précisées dans une loi qui a consacré et élargi son rôle de haut-parleur des orientations du gouvernement et de l'État.

Il lui est demandé de décrire les évolutions à moyen et long terme des systèmes de retraite, de chiffrer les besoins de financement et de faire connaître la façon dont les autres pays ont traité la question. Dans son dernier rapport, le huitième, le COR a fait du zèle, prétendant faire de la prospective à quarante ans !

Ce rapport pêche sur bien des points. S'il réajuste à 7 %

le poids du chômage, contre 4,5 % dans ses rapports antérieurs, trahissant ainsi le fait que le gouvernement n'a pas l'intention de s'attaquer sérieusement au chômage, d'autres paramètres sont oubliés : il considère par exemple la population active stable jusqu'en 2050, avec une proportion identique de femmes, et semble ignorer qu'en 2007 le taux de fécondité est passé de 1,9 à 2,1. Mais on y trouve aussi de bonnes surprises.

Un des scénarios retenus par le COR a séduit le quotidien de droite *Le Figaro*, qui le juge le plus crédible. Le COR estime qu'en 2050 le besoin de financement des régimes de retraite serait de 115 milliards en euros constants (ce qui signifie qu'on ne tient pas compte de l'inflation dans cette période).

Ce montant, vu son importance, semble justifier la réforme du financement, telle que la prône le gouvernement, qui tourne autour des pistes de l'allongement du temps de cotisation et/ou de l'augmentation des cotisations des salariés, mais omet celle de l'augmentation de la part patronale ou de la taxation des profits patronaux.

Or le rapport précise que ces 115 milliards représenteraient 3 % du produit intérieur brut. En revanche, cela indique un PIB supérieur à 3 800 milliards de dollars, double du PIB actuel ! L'argent ne manquerait

donc pas pour financer, outre les retraites, l'assurance-maladie, des augmentations de salaire, des réductions de temps de travail, l'amélioration des services publics et les investissements productifs, à condition toutefois de ne pas laisser les actionnaires s'emparer de la meilleure part de ce pactole !

Le patronat, trouvant sans doute l'affichage du chiffre du COR trop modeste, préfère faire savoir que, sans réforme, il y aura un « déficit cumulé de 2 600 milliards en 2050 ». Mais si on parle de déficit cumulé, il faudrait alors le comparer à quarante ans de PIB cumulé : on retombe alors sur les mêmes minuscules 3 % évoqués par le COR !

Autre mauvaise nouvelle

pour le patronat et son gouvernement, c'est la croissance de la productivité dans les quarante ans à venir. Dans ses déclarations alarmistes, le gouvernement explique : « En 2010, il y a 1,8 cotisant pour un retraité ; il n'y en aura plus que 1,2 en 2050 et nous ne pourrions plus financer les retraites ». Sur ce point, le rapport du COR estime que la productivité augmentera de 1,5 % par an. En conséquence, dans les quarante prochaines années, la productivité sera multipliée par 1,8. Cela signifie que 1,2 cotisant de 2050 produira alors autant que 2,2 cotisants d'aujourd'hui et donc déjà plus que le 1,8 actuel !

Au-delà des querelles de chiffres, la question des retraites, comme toutes les

revendications des travailleurs, est une question politique. La bourgeoisie française est riche. Ses caisses ne sont pas vides. Les mensonges véhiculés par les pseudo-experts et le gouvernement ont pour seul objectif de faire croire à la population que c'est à elle, et à elle seule, de faire des efforts supplémentaires pour toucher, au bout du compte, des pensions diminuées par rapport à celles de ces dernières années. Mais tant qu'à faire un effort, mieux vaudrait se mobiliser pour imposer que les retraites soient financées par ceux qui accaparent les fruits du travail humain, c'est-à-dire les classes possédantes, les banquiers et les industriels.

Jacques FONTENOY





## • Crise

# Les banquiers ne veulent pas payer

**Jean-Claude Trichet, président de la Banque centrale européenne a mis en garde les États européens qui voudraient imposer aux banques « des taxes, impôts et contributions éventuels » : ils risqueraient de « mettre en péril la reprise en cours ».**

Le même argument avait été développé quelques jours auparavant, par Baudoin Prot, directeur général de BNP-Paribas et président de la Fédération des banques françaises, qui considère lui aussi « toute idée de taxe comme une fausse piste. » « La reprise économique est là, a-t-il commenté, mais elle est encore fragile. De ce fait, toute fausse manœuvre sur le financement de l'économie aujourd'hui aurait des conséquences très graves ». Les banquiers ne manquent pas de culot. Car jusqu'à maintenant, la seule reprise qu'on constate, c'est celle de leurs profits. Et elle repose, essentiellement, sur la reprise de

leurs activités spéculatives.

L'idée d'une mise à contribution financière des banques est effectivement agitée depuis quelque temps sous une forme ou sous une autre par les gouvernements d'Europe et des États-Unis. Après avoir mobilisé des milliards d'euros pour les sauver du naufrage avec l'argent des contribuables, c'est bien le moins qu'ils pouvaient faire vis-à-vis de leur opinion publique, si tant est qu'ils en aient réellement la volonté.

Les chefs d'État du G20, réunis à Pittsburgh en septembre 2009, ont ainsi chargé le FMI de réfléchir aux moyens de faire contribuer les banques au renflouement du système financier. Il devrait présenter ses propositions les 24 et 25 avril prochains. Le 31 mars dernier, le gouvernement allemand a adopté le principe d'une nouvelle taxe bancaire. Les gouvernements britanniques et français s'y sont eux aussi déclarés favorables. Les ministres européens des Finances, réunis

à Madrid les 16 et 17 avril se sont accordés sur le principe d'une mise à contribution des banques qui s'appliquerait à l'échelle internationale, mais pas sur ses modalités d'application. Ce qui risque d'en retarder la mise en œuvre, si mise en œuvre il y a.

Pour l'instant, il n'y a que de vagues déclarations d'intention, démenties, qui plus est, par des responsables d'organismes financiers mis en place par les gouvernements eux-mêmes. Cela en dit long sur le vide de toutes ces déclarations. Les banquiers, qui sont responsables de la crise, n'ont d'ailleurs jamais rien payé. Ils continuent au contraire à bénéficier du soutien financier des États et des Banques centrales, dont le rôle est de soutenir la classe capitaliste en faisant payer les populations. Tout le reste n'est que poudre aux yeux pour masquer cette réalité.

Jean-Jacques LAMY

## • Opacité

# Encore de beaux jours pour les paradis fiscaux

**2009 avait été pour les paradis fiscaux – du moins en apparence – l'année de toutes les menaces. Le G 20, qui regroupe les vingt pays les plus riches, avait fixé des normes de transparence et de coopération fiscale. Une liste noire avait été établie, répertoriant les mauvais sujets désignés à l'opinion internationale comme responsables d'une spéculation débridée, et donc de la crise économique mondiale.**

Mais cette liste s'était bientôt réduite pratiquement à zéro. D'autant plus facilement qu'il suffisait pour en sortir de passer un certain nombre d'accords de coopération fiscale : les paradis fiscaux en ont passé au plus vite, soit avec des pays avec lesquels ils n'ont pas de relations financières, soit même entre eux, Monaco s'était engagé à coopérer avec Andorre, le Liechtenstein et Saint-Marin, et le tour était joué.

Depuis, le Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales, organisme qui dépend de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) a engagé le 1<sup>er</sup> mars

une opération de contrôle contre vingt pays soupçonnés de maintenir l'opacité en matière financière et boursière, parmi lesquels Monaco, Panama, les îles Caïmans, les Seychelles, la Barbade ou l'île de Jersey.

Selon un responsable du Forum mondial, « à l'horizon 2011, nous aurons une vision très claire de l'état mondial de la coopération fiscale. Nous saurons qui joue le jeu et qui ne le fait pas. Des notes seront attribuées aux pays et aux territoires et ce tableau d'évaluation permettra au G 20, s'il le souhaite, d'élaborer une liste noire des États et de territoires non coopératifs ». Les institutions bancaires des paradis fiscaux doivent frémir devant

ce père fouettard brandissant un martinet sans lanières !

Car, si l'on comprend bien, d'ici deux ou trois ans pourrait paraître une nouvelle liste noire, si le G 20 tient ses promesses. De qui se moque-t-on ? Ce sont les plus grandes puissances économiques, leurs banques, leurs grandes entreprises, leurs financiers qui font la prospérité des paradis fiscaux. Et on voudrait nous faire croire que ces mêmes États, réunis dans le G 20, vont dénoncer et réprimer les paradis fiscaux qui sont si utiles à leurs capitalistes ?

L'opacité financière et le secret des affaires sont indissociables du capitalisme. Que le Forum mondial fiscal fasse ses rapports, que le G 20 dresse ses listes : les menaces proférées et les mesures adoptées solennellement ne seront que du vent, puisque les gendarmes sont aussi les voleurs.

Vincent GELAS

## • Finances

# Les « banksters » de Wall Street

**L'administration américaine de régulation des marchés, la SEC, accuse Goldman Sachs, la plus grosse banque d'affaires au monde, d'avoir trompé certains de ses clients.**

En 2007 Goldman Sachs avait en effet inventé une série de produits financiers, dérivés comme tant d'autres du marché de l'immobilier américain, mais dotés d'une particularité tenue secrète. Ces titres, dont Goldman Sachs vantait les possibilités de hausse à ses clients, étaient faits pour s'écrouler, permettant ainsi de ponctionner ceux qui les avaient achetés au profit d'autres, qui avaient, eux, discrètement misé sur leur baisse. Les acheteurs étaient notamment des grandes banques européennes et c'est le financier Paulson et Goldman Sachs elle-même qui ont ramassé la mise en jouant à la baisse. Goldman Sachs fut ainsi la seule banque à faire du profit à l'occasion de la crise dite des « subprimes » qui, en 2007, donna le signal de départ de la crise financière qui culmina en septembre 2008.

La SEC ne s'offusque pas de ce que la ruine des uns fasse la fortune des autres, c'est après tout la règle du jeu, mais de ce que les uns et les autres aient été clients de la même banque. Les défenseurs du capitalisme ont toujours prétendu qu'une banque était là pour faire la fortune de ses clients et pas pour leur voler leur bas de laine. Même si la pratique des banquiers a souvent été quelque peu différente...

De plus les institutions ponctionnées par les opérations de Goldman Sachs, depuis l'assureur américain AIG jusqu'à des banques britanniques et allemandes, ont été renflouées par les fonds publics à coup de centaines de milliards, de dollars, de livres ou d'euros. Ce qui fait dire à l'administration Obama ainsi qu'aux gouvernements britannique et allemand, que ce sont les contribuables de leur pays respectif qui ont, en définitive, payé les pots cassés.

Enfin l'ensemble de l'opération, vaste spéculation à la baisse, n'est pas pour rien dans le déclenchement de la crise financière et donc dans la ruine, réelle et non



couverte par l'État celle-là, de millions de familles, américaines au premier chef.

L'affaire n'est pas une révélation et, jusque-là, Goldman Sachs passait pour avoir fait un joli coup et Paulson pour un génie de la finance, même au prix d'une crise généralisée. Seulement les milliards déversés par l'État pour tenter de colmater les brèches du système financier emballé n'ont rien réglé. Non seulement toutes les dettes n'ont pas encore été épongées mais les banquiers, Goldman Sachs en tête, ont immédiatement recommencé leurs spéculations. Et si les bénéfices des banques américaines, déclarés ces jours-ci, sont en forte hausse, la dette de l'État est, elle, abyssale et l'instabilité du système toujours plus inquiétante. Et la pauvreté augmente rapidement aux États-Unis.

Aussi le président Obama, après avoir ouvert largement les caisses de l'État au profit des banquiers, parle-t-il maintenant d'une loi de régulation financière. L'affaire Goldman Sachs vient donc à point nommé pour ceux des politiciens américains qui voudraient démontrer que l'État n'est pas exclusivement au service des plus riches et qu'il est capable de faire entendre raison aux « banksters », surnom désormais donné aux requins de Wall Street.

Mais la démonstration risque d'être impossible et même une éventuelle condamnation de Goldman Sachs n'y suffirait pas. Car il n'y a pas de frontière entre ces « banksters » qu'Obama prétend combattre et les « honnêtes capitalistes » qu'il s'honore de servir. Ainsi Goldman Sachs n'est pas une maladie du capitalisme, c'est le capitalisme.

Paul GALOIS



• Haïti

# Trois mois après le séisme Le gouvernement chasse les réfugiés des camps

**Trois mois après le séisme du 12 janvier, qui a laissé des centaines de milliers de personnes sans abri, le gouvernement haïtien a entrepris l'évacuation forcée des camps de sinistrés de Port-au-Prince.**

Après l'expulsion de plus de 7 000 personnes qui avaient trouvé refuge dans le stade de la ville, il s'en est pris à la dizaine de milliers installés dans l'enceinte du lycée Saint-Louis de Gonzague, un établissement très huppé de la capitale. Le religieux, directeur de cet établissement, a justifié cette mesure en déclarant qu'il « *n'est pas normal qu'au bout de trois mois l'urgence perdure* » ! Il faut dire que cette institution privée accueillait près de 1 200 élèves avant la catastrophe ; un manque à gagner qui a eu rapidement raison des bonnes paroles sur le partage et la morale chrétienne !

Même s'ils constituent un abri de fortune, les camps permettent à ceux qui ont tout perdu d'accéder un peu plus facilement que s'ils étaient isolés à de l'eau potable, à des installations sanitaires, à de la nourriture, voire à des soins.

Autant dire qu'en les chassant des camps, le gouvernement, qui ne se soucie pas plus après qu'avant le séisme du sort de la population, aggrave encore les conditions de vie des réfugiés. Et cela, alors que la saison des pluies qui a commencé fait peser de graves menaces sur cette population fragilisée.

Et la volonté du gouvernement de chasser les sans-abri de la capitale trouve des complicités parmi les responsables des institutions internationales. Ainsi, les distributions de nourriture ont cessé dans certains camps ou ont été réduites. « *Ça fait partie de notre stratégie* » confirme la porte-parole du Programme alimentaire mondial qui ajoute « *les choses sont en train de se normaliser en Haïti* » !

Pour ces gens-là, qui n'ont que mépris pour la population haïtienne, le retour à la « normalité », ce sont des conditions de vie indignes et la plus extrême misère !

Roger MEYNIER

• ONG

# L'art de monnayer la misère et les catastrophes

**Cet article est extrait du journal de nos camarades haïtiens, *La Voix des Travailleurs*, (organe de l'Organisation des travailleurs révolutionnaires d'Haïti OTR-UCI)**

Comme des vautours s'acharnant sur leurs proies, des dizaines d'organisations non gouvernementales (ONG) ont posé leurs tentes en Haïti au lendemain du séisme du 12 janvier 2010 dernier. Leurs flottes de véhicules tout-terrains flambant neufs s'aperçoivent partout et provoquent parfois des embouteillages aux abords de certains camps d'hébergement.

Elles sont venues s'ajouter aux nombreuses autres ONG qui fonctionnaient de façon permanente déjà en Haïti. On les rencontre un peu partout dans le pays et plus particulièrement à Port-au-Prince. Fonctionnant avec une absence totale de transparence, il est difficile pour la population de savoir les tenants et les aboutissants de ces missions dites humanitaires, mais qui bien souvent cachent des projets inavoués. Ces ONG drainent parfois seules, parfois avec l'État haïtien les prêts ou les dons faits en faveur du pays. Comme le sirop attire toujours les fourmis, on comprend pourquoi toutes ces organisations cherchent à apporter « *leur aide au peuple haïtien* ».

Haïti a bénéficié au lendemain du drame du 12 janvier

d'un large élan de solidarité à l'échelle internationale. Ça et là, des collectes de fonds ont été organisées pour venir en aide aux rescapés du séisme. Aux USA, en France, à Saint-Domingue, etc, les gens n'ont pas hésité à donner de l'argent, de la nourriture, du linge. L'émotion et la solidarité ont été presque à la hauteur de la destruction qu'avait occasionnée le séisme, au point que certaines âmes trop crédules se mettaient à rêver de la reconstruction d'une autre Haïti. Mais les réalités ont la tête dure. Le contraste est énorme entre la vie des gens dans les camps d'hébergement et les rêves de plus d'un sur une éventuelle amélioration de la situation à court et à moyen terme.

Dans la tourmente d'un pays en plein chaos où les autorités brillent par leur absence et leur inutilité, les ONG pêchent en eau trouble. Sur les cadavres des centaines de milliers de personnes, au nom des millions de blessés et de sans-abri, des professionnels de l'aide humanitaire concoctent des plans dans tous les domaines : santé, éducation, agriculture, environnement, etc. pour ne pas rater le train ; entendez par là les centaines de millions de dollars qui sont disponibles pour Haïti.

Travaillant sans aucune coordination les unes avec les autres, parfois en se faisant concurrence, il est difficile de

voir l'impact des travaux de ces ONG sur la situation générale du pays. Certes leur présence correspond à un certain besoin, la majorité de la population étant livrée à elle-même, l'État étant complètement absent quand il s'agit d'offrir des services à la population. Il n'est pas inutile de rappeler par exemple que plus de 70 % de la population ne sait ni lire ni écrire. Dans certaines communes, l'existence d'une petite école primaire est à mettre à l'actif d'une ONG ou des missionnaires, il en est de même pour l'eau courante, la santé. Dans des zones reculées du pays, la présence d'une fontaine d'eau, d'un dispensaire, d'une petite canalisation est l'œuvre d'une ONG.

Le prix à payer pour ce minimum est toutefois énorme. Ces ONG en général sont des officines qui cherchent à enrichir leurs principaux responsables quand elles ne couvrent pas de véritables actions sordides contre la population au profit de certaines sectes, de certains gouvernements de pays riches notamment.

La présence controversée des ONG n'est pas un bon signe pour une population. Plus ça va mal, plus il y a d'ONG à tourner autour.

• Rwanda, avril 1994

# Quand le capitaine Barril relayait les basses besognes de l'État français

**À l'occasion du 16<sup>e</sup> anniversaire du massacre des Tutsi par le régime hutu du Rwanda, débuté en avril 1994, la revue XXI, dont un des animateurs, Patrick de Saint-Exupéry, est l'auteur de livres dénonçant le sale rôle joué par l'État français dans ce massacre, revient sur celui de l'ex-officier de gendarmerie Barril qui, après avoir s'être tristement illustré dans différentes affaires (la fabrication de fausses preuves contre des militants irlandais en 1982, les écoutes téléphoniques clandestines demandées par Mitterrand entre autres) avait entamé une carrière de mercenaire.**

À partir de 1989, Barril a donc vendu ses services à plusieurs dirigeants africains : Éyadéma du Togo, Houphouët-Boigny de Côte-d'Ivoire, Mobutu du Zaïre, Lissouba du Congo-Brazzaville et son rival Sassou Ngessou, Patassé du Centrafrique, etc. Selon un ancien agent de la DST, cité par la revue, il aurait participé, en 1995, à

une tentative d'assassinat de l'opposant togolais Olympio. C'est aussi Barril qui a formé et entraîné les milices de Sassou Ngessou, parmi les plus violentes d'Afrique, qui ont violé, torturé et tué des milliers de personnes.

Dès 1989, Barril se met au service, moyennant finances, du clan dirigeant hutu, celui d'Agathe, la femme du

président Habyarimana, un clan qui trouve son mari trop modéré vis-à-vis des Tutsi. C'est Grossouvre, conseiller de Mitterrand pour les basses œuvres, qui a introduit Barril auprès du clan hutu. Il leur vend d'abord du matériel de sécurité et des armes puis se charge de la protection des dirigeants hutu et de l'infiltration des rangs de la rébellion FPR conduite par Paul Kagamé, actuel président du Rwanda.

Deux missions où Barril réussit à peu près aussi bien que lorsqu'il était au GIGN, puisque l'avion du président Habyarimana est abattu le 6 avril 1994 et que la rébellion FPR finit par l'emporter !

On sait que la chute de l'avion présidentiel donna le

coup d'envoi du génocide des Tutsi. Et pendant les mois qui suivirent, Barril se comporta en bon petit soldat du clan des massacreurs mais aussi de l'État français.

Il s'est démené pour accréditer la thèse que l'attentat était l'œuvre du FPR, exhibant au journal d'Antenne 2 une fausse boîte noire attribuée à l'avion abattu... qui n'avait qu'un enregistreur de vol ! Cette baudruche s'est dégonflée mais, avec d'autres, Barril a continué d'accuser le FPR, soutenant même qu'il n'y avait pas eu un génocide des Tutsi mais un génocide des Hutu !

À la fin du génocide, Barril mit sur pied une armée de mercenaires pour tenter d'empêcher le FPR de l'emporter.

Il fut aussi le fournisseur d'armes du régime hutu aux abois. Tout cela était connu des services secrets français et le gouvernement français n'y trouvait rien à redire car Barril le relayait alors qu'il ne pouvait plus livrer d'armes du fait de l'embargo décrété par l'ONU.

Ce Barril a donc été bien utile à l'éphémère clan hutu comme à l'État français qui a depuis accueilli Agathe Habyarimana et quelques-uns de ses complices. On suppose que c'est pour cela qu'en juin 1994, il n'y a pas eu d'objection à verser le capitaine de gendarmerie Barril dans la réserve avec le grade de commandant.

Jacques FONTENOY



• Espagne

*Le juge Garzon sur le banc des accusés*

## La justice couvre les crimes franquistes

**Le 7 avril dernier, la plus haute cour de justice espagnole, le Tribunal suprême, a retenu la plainte déposée par des organisations d'extrême droite et inculpé le juge Baltazar Garzon pour délit de prévarication -c'est-à-dire d'abus de pouvoir –qu'il aurait commis en 2008.**

À cette époque, en tant que juge de la plus haute cour péna- le d'Espagne (dite Audiencia nacional), il s'était déclaré compétent pour enquêter sur les crimes commis pendant la guerre civile (1936-1939) et la dictature franquiste (1939-1975). Ses déclarations, qui brisaient la loi du silence concernant la violence et l'ampleur de la ré- pression menée par les troupes puis le régime franquistes, qui frappa des dizaines de milliers de personnes, avait suscité une levée de boucliers dans les milieux de droite, politiques comme ju- diciaires. Tous ceux qui depuis des décennies ne voulaient pas que la vérité sur cette période soit connue invoquaient, et in- voquent toujours, la violation de la loi d'amnistie d'octobre 1977, selon laquelle nul ne pouvait être poursuivi pour des crimes po- litiques commis dans le passé pendant cette période longue de quarante ans, à l'exception des actes terroristes. C'est sous la pression du parquet qu'en 2008 le

juge Garzon avait fini par renon- cer à sa démarche, laissant le soin des enquêtes sur les « disparus du franquisme » aux tribunaux locaux.

Aujourd'hui, cette affaire rebondit parce que le Tribunal suprême envisage de juger voire de condamner Garzon, en s'ap- puyant sur une des multiples plaintes déposées contre lui par des organisations comme Ma- nos Limpias (Mains Propres), un syndicat judiciaire dont le président est un ex-dirigeant du parti d'extrême droite Fuerza Nueva (Force Nouvelle) et de la Phalange, historiquement im- pliquée directement dans ces crimes. Voilà qui en dit long sur le camp dans lequel se rangent la haute magistrature et les forces politiques de droite espagnoles.

Le juge Garzon n'est pas un petit juge. C'est un haut fonc- tionnaire qui centralise à la Cour pénale suprême aussi bien les dossiers de terrorisme, de cri- minalité organisée que ceux concernant les crimes contre l'humanité. Si ce « super-juge », comme il est souvent désigné, est connu pour ses enquêtes sur les crimes contre l'humanité (il avait obtenu en 1998 l'arrestation de Pinochet, l'ex-dictateur chilien présent à Londres), il l'est aussi pour être un des responsables de la lutte impitoyable contre les sé- paratistes basques, en particulier ceux de l'ETA. Mais en brisant



*Pendant la guerre civile espagnole, des soldats franquistes conduisent des combattants ouvriers au peloton d'exécution*

« le pacte du silence » concernant les crimes du franquisme, il a osé faire ce qu'aucun magistrat espa- gnol avant lui n'avait osé.

Le bras de fer juridique conti- nue donc entre d'un côté Garzon et les associations de défense des droits de l'homme, et de l'autre ce que les classes diri- geantes espagnoles comptent de

plus réactionnaire. Aujourd'hui dans l'opposition, le Parti Po- pulaire (le PP) dirigé par Rajoy se reconnaît dans ces positions les plus réactionnaires. Plus de trente ans après la fin de la dic- tature, le PP s'appuie sur tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, ont profité du régime. Et il se montre d'autant plus agressif

qu'il est empêtré lui-même dans des affaires de corruption im- pliquant un nombre non négli- geable de ses dirigeants. Alors il n'hésite pas à harceler et à porter plainte, en particulier contre le juge Garzon, qui est chargé aussi d'instruire ces scandales.

Hélène GRILLET

## La « récupération de la mémoire historique » contre la loi du silence.

La position du juge Baltazar Garzon n'est pas isolée. Depuis une dizaine d'années, les voix sont de plus en plus nombreuses à se faire entendre pour faire connaître la vérité sur le passé. Que ce soit les victimes oubliées de la période du franquisme, ou leurs familles, il y a de plus en plus de personnes et d'associations qui exigent que justice soit faite pour une répa- ration morale ou économique de cette dictature. Les témoignages, les récits se sont multipliés dans la presse. Les victimes ou leurs descendants ont commencé à s'organiser. L'Association pour la récupération de la mémoire histo- rique (ARMH), en hommage aux 114 266 victimes recensées à ce jour, disparues entre 1936 et 1951, entreprenait en août 2002 une ac- tion en justice internationale pour pousser les autorités espagnoles à prendre en charge les exhuma- tions des fosses communes et

permettre aux familles d'enterrer dignement leurs morts.

Mais rien n'a été fait. Les dé- putés se sont satisfaits, trois mois plus tard, de voter à l'unanimité une déclaration condamnant l'insurrection militaire du 18 juillet 1936. Quant aux socia- listes, de retour au gouvernement, ils ont simplement promulgué en 2007 une loi sur la mémoire his- torique qui laissait le soin aux familles de se débrouiller pour retrouver leurs morts. C'est dans ce contexte que le juge Garzon avait accepté la requête de ces familles de pouvoir mettre à jour 19 fosses communes. Cet appui qu'il apporte en tant que haut fonctionnaire de l'État à un mou- vement qui fait éclater au grand jour les crimes du passé vaut au juge Garzon la hargne de ceux qui ont profité de la loi du silence et cherché à enterrer la mémoire.

H. G.

• Grande-Bretagne

*Campagne pour les élections du 6 mai*

## Toujours plus d'austérité !

**Après treize années de gouvernement travailliste, les élections du 6 mai prochain vont peut-être renouveler les têtes au gouvernement, mais certainement pas la politique mise en œuvre.**

Pour tenter d'enrayer la hausse de l'abstention qui s'est manifestée lors des dernières élections (40 % en 2005), les trois grands partis –travailliste, conservateur et libéral-démo- crate– se sont entendus pour mener une campagne à l'améri- caine, dans laquelle les femmes des postulants au poste de Pre- mier ministre sont propulsées sur le devant de la scène. Et, pour la première fois en Grande-Bre- tagne, les trois leaders se feront face dans des débats télévisés. Pour faire bonne mesure, le lea- der travailliste Gordon Brown et son rival conservateur David Cameron ont embauché comme directeur de campagne un an- cien membre de l'équipe prési- dentielle d'Obama.

Le recul des voix travaillistes est quasi certain, après deux ans de crise où le gouvernement Brown a servi si ouvertement de pilier au grand capital. Mais le système électoral britannique (scrutin majoritaire à un tour) rend le scrutin incertain. S'il re- flète les nombreux sondages des deux derniers mois, il se peut que, pour la première fois depuis

près de quarante ans, ni les tra- vaillistes ni les conservateurs n'aient une majorité absolue au Parlement.

Aussi les deux partis font-ils feu de tout bois pour mobiliser leur électorat. Les travaillistes brandissent le « *risque de troubles sociaux* » si le futur gouverne- ment, au moment où il mettra en œuvre les mesures d'austérité que tous les partis ont dans leurs cartons, apparaît minoritaire dans l'électorat. Les conserva- teurs cherchent à ratisser sur leur droite en mobilisant le gratin du grand patronat pour signer une pétition en leur faveur, ou encore par des dérives calculées contre l'Europe et l'immigra- tion. Quant au Parti libéral-dé- mocrate, il s'efforce de renforcer sa position d'arbitre potentiel en débordant les travaillistes à la fois sur leur gauche et sur leur droite, dans l'espoir de prendre des voix à ses deux rivaux.

Pour la classe ouvrière, il n'y aucun enjeu dans cette élection. Lors du premier des trois dé- bats télévisés organisés entre les trois grands partis, sur la chaîne ITV, ils ont étalé le peu de chose qui les sépare. Cela fait six mois qu'ils martèlent avec une belle unanimité la « nécessité » de ré- duire le déficit budgétaire creusé par le sauvetage de la finance, au- jourd'hui estimé à plus de 12 % du PIB (équivalent à celui de la Grèce). En dehors de nuances,

• Hassi Messaoud – Algérie

## Violences contre les femmes

**Ces dernières semaines, les femmes travaillant à Hassi Messaoud, dans le sud de l'Algérie, sont de nouveau victimes de violences de la part d'hommes constitués en bandes. Le visage masqué, munis d'armes blanches ou de bâtons, ils assaillent les femmes à leur domicile, volent leurs maigres biens et mettant**

**les appartements à sac, avant de les humilier, de les brutaliser ou de les violer.**

Les victimes de ce déchaîne- ment de violence assortie d'insultes et de menaces sont des femmes seules qui, pour subvenir aux be- soins de leur famille, sont venues à Hassi Messaoud chercher un em- ploi auprès d'une des nombreuses entreprises étrangères qui y sont

implantées. Si elles vivent ici, dans des logements misérables et sous une température de 60°, c'est bien parce que c'était leur dernier re- cours. Les salaires y sont plus élevés mais, surtout, le chômage impor- tant qui frappe l'ensemble du pays leur barre la route à tout emploi décemment rétribué dans le Nord. En outre, à cause du Code de la fa- mille d'inspiration islamiste adopté en 1984, qui fait de la femme al- gérienne une éternelle mineure en matière de mariage, de divorce ou de succession, celle-ci peut se retrouver sans aucune ressource du jour au lendemain pour vivre et faire vivre ses enfants, lorsqu'elle a été abandonnée par son mari.

Victimes d'agresseurs influen- cés par les islamistes, qui leur re- prochent aussi de voler le travail des hommes, les femmes molestées ne reçoivent aucun appui des au- torités. Certaines, qui sont allées por- ter plainte dans un commissariat, se sont entendu dire: « *Que voulez-vous que l'on fasse? Retournez chez*



*En haut, affiche travailliste (Les conservateurs présentent : « Désastre économique II », bientôt chez vous, ou bien dans un hôpital, une école ou une entreprise près de chez vous – Pas de retour au passé, votez travailliste) En bas, affiche du Parti conservateur (Gordon Brown : « J'ai doublé la dette nationale, laissez-moi recommencer » – ou bien votez pour le changement, votez conservateur)*

La classe ouvrière, qui a déjà eu un avant-goût de l'austérité à venir sous les travaillistes, peut s'attendre à ce que le nouveau gouvernement, quel qu'il soit, poursuive cette politique d'aus- térité visant à lui faire payer la

crise. À moins, bien sûr, qu'à force de tendre la corde celle-ci se casse, et que la colère de bien des travailleurs, rentrée depuis si longtemps, finisse par exploser.

François ROULEAU

— Les leures de la loi d'amnistie de 1977 —

**Le « pacte du silence » ou « pacte d'oubli » est cet accord tacite scellé par l'ensemble des partis politiques espagnols dans les années qui suivirent la mort de Franco pour ne pas remettre en cause le passé.**

En 1975, Franco avait, juste avant sa mort, désigné le roi Juan Carlos comme son succes- seur. Mais, après quarante ans de dictature, une grande par- tie de la classe politique avait compris que la libéralisation organisée du régime était le meilleur choix pour les intérêts de la bourgeoisie, qui comp- tait d'ailleurs intégrer la Com- munauté européenne. Elle agit donc pour opérer une transi- tion en douceur, une « transi- tion démocratique », comme elle l'a appelée.

Les forces politiques issues du franquisme, ralliées à une

évolution vers un régime par- lementaire, négocièrent avec les partis de gauche. On ouvrit les prisons, les exilés purent revenir en Espagne, les crimes politiques furent amnistiés. Il fallait, disait-on, « oublier » pour assurer l'avenir. Effacer le passé et ses atrocités commises par l'État franquiste. Le dernier parti politique à être légalisé fut le Parti Communiste Espagnol, en avril 1977. En juin, des élec- tions furent organisées, aux- quelles tous les partis politiques purent participer. L'Assemblée constituante ainsi élue vota la loi d'amnistie de 1977, celle qui est évoquée aujourd'hui. La plupart des groupes –et tous ceux de gauche– votèrent cette loi qui constituait, selon eux, un instrument de « *réconcilia- tion nationale* ». Elle visait en réalité à garantir la paix sociale pour la bourgeoisie.

En contrepartie des mesures d'amnistie déjà en vigueur, la loi était destinée à instaurer

l'impunité pour les actes de violence institutionnelle effec- tués sous la dictature. En réa- lité, elle interdisait de juger les crimes franquistes. Ce fut donc une sorte de « point final » sur ce passé qu'acceptèrent les di- rigeants de gauche, déjà prêts à faire allégeance à la monarchie intronisée par Franco.

Cette transition permit le passage sans dérapage d'une dictature à un régime parle- mentaire présentable, sans même que les dirigeants des principales institutions ci- viles et militaires héritées de la dictature soient écartés. La gauche, au gouvernement ou pas, a continué à cautionner cette politique. En 2001 Felipe Gonzalez, ancien président so- cialiste du gouvernement espa- gnol, la justifiait en ces termes: « *Nous avons décidé de ne pas parler du passé. Si c'était à re- faire, (...) je le referais.* »

H. G.



## • SNCF

### Les grévistes ont raison !

**Alors que le mouvement de grève, diversement suivi mais tenant bon dans de nombreux secteurs, en était à son 14ème jour, le matin du lundi 19 avril, sur RMC, Didier Le Reste, secrétaire de la fédération CGT des cheminots, déclarait : « Je pense aujourd'hui sincèrement que les assemblées générales qui vont se réunir vont, dans un certain nombre d'endroits, décider de suspendre le mouvement. »**

Quelle que soit la façon dont la direction du syndicat tente de justifier ces propos, on ne peut pas dire qu'ils constituaient un encouragement à poursuivre et élargir la grève, à deux jours seulement de la rencontre annoncée entre la direction de la SNCF et les organisations syndicales.

Mais depuis le début de ce mouvement, il est bien difficile de savoir ce que veut la direction de la CGT. Ses appels à la grève reconductible n'ont concerné le 6 avril que les agents de conduite et les contrôleurs ; puis les autres secteurs ont été appelés à des journées de grève isolées, non reconductibles. L'ensemble des cheminots qui voulaient faire grève étaient en fait couverts depuis le 6 avril par le préavis national pour une grève reconductible déposé par Sud-Rail.

Les problèmes ne manquent pas et les cheminots de la quasi-totalité des secteurs sont concernés par les suppressions de postes, un encadrement à l'affût, des salaires

qui n'augmentent pas, l'inquiétude pour l'avenir face à la réorganisation de la SNCF et les projets de privatisation de certaines activités, la nouvelle réforme des retraites qui se pointe à l'horizon. Mais ce n'est pas pour autant qu'il est facile de se mettre en grève, sans avoir une idée claire de l'objectif à atteindre. Or la direction de la CGT a martelé qu'il ne s'agissait par ce mouvement que d'obtenir d'abord et avant tout de « véritables négociations » sur une liste de revendications de six pages, lors de la rencontre du 21 avril avec la direction. Et surtout, même si Didier Le Reste répète aujourd'hui qu'« *un mouvement de grève, ça ne débute pas en appuyant sur un bouton* », le mouvement a été lancé par la fédération CGT sans aucune consultation ni des militants ni des cheminots en général, sans préparation, sans discussion. Dans ces conditions, ce qui a été remarquable, c'est que ce mouvement ait tenu, se soit étendu, et qu'aujourd'hui il existe encore des secteurs qui tiennent bon, conscients que s'il doit y avoir rencontre entre direction et syndicats, il dépend des travailleurs, de leur mobilisation, qu'il n'en sorte pas que parlottes sans contenu.

La grève est peut-être en train de se terminer, mais les discussions entre cheminots quant à la façon de mener sérieusement un mouvement d'ensemble, en concertation et sous la direction et le contrôle de ceux qui le font, ne font sûrement que commencer.

Lucienne PLAIN

## • Direction et gouvernement

### Main dans la main contre les grévistes

Guillaume Pépy, président de la SNCF, n'a pas de mots assez durs à l'encontre des grévistes. Il qualifie le mouvement de « *grève réflexe* », parle de « *gréviculture* », déclare que « *le transport de marchandises a été véritablement massacré par la grève* », alors qu'il est l'artisan de l'abandon du fret au profit de la route. Il accuse en substance les grévistes d'être des irresponsables pour n'avoir pas repris le travail au moment du blocage aérien. À ce propos, dans une interview sur Europe 1, le 19 avril, il déclarait : « *Je le regrette parce que la solidarité, cela fait partie des valeurs des cheminots auxquelles*

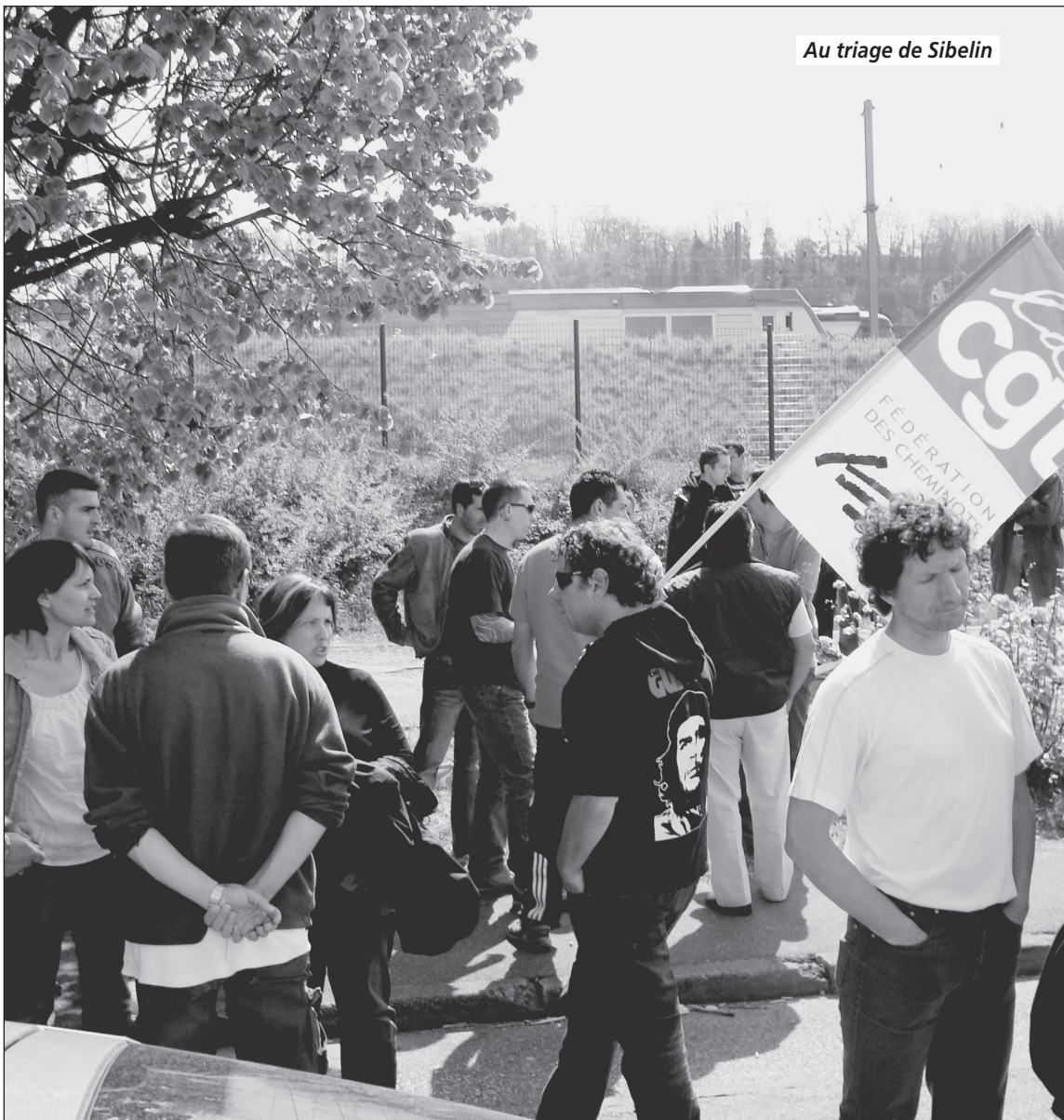
*je suis attaché.* » Les valeurs auxquelles il est surtout attaché sont celles de faire marcher les trains avec toujours moins d'emplois, des conditions de travail qui n'arrêtent pas de se dégrader et des salaires bloqués. C'est contre cela que les cheminots ont fait grève. Pépy parle à tout bout de champ de « dialogue social ». Pourtant, il aurait suffi qu'il donne satisfaction aux cheminots pour que les grèves s'arrêtent. Mais non ! Il est bien trop responsable vis-à-vis du gouvernement pour cela.

Quant au gouvernement, par la voix de Dominique Bussereau, le secrétaire d'État aux

Transports, il n'hésitait pas à déclarer quelques jours plus tôt, sur France Info, que « *cette grève ne sert à rien* », appuyant les propos de Pépy qui expliquait qu'il n'y aurait pas de négociations sous la pression de la grève.

Ces gens-là ne comprennent pourtant que le rapport de forces. Ils n'entendent et ne respectent les travailleurs que lorsque ceux-ci montrent les dents. Et s'il doit sortir quelque chose de la rencontre du 21 avril entre direction et syndicats, ce sera seulement parce que des cheminots ont fait treize ou quatorze jours de grève.

L. P.



Au triage de Sibelin

## Échos de la grève

### Gares de Lyon Perrache et Lyon Part-Dieu (Rhône)

Lundi 19, les contrôleurs et les conducteurs des TER et grandes lignes des deux gares ont poursuivi leur grève pour l'embauche et contre les réorganisations. L'assemblée des contrôleurs a été houleuse, suite aux déclarations de Didier Le Reste, qui ont suscité des réactions du genre : « *On ne va pas faire 12 jours de grève et en rester là.* » La reprise du travail

à Marseille a aussi fait discuter.

Les cheminots du service de vente des billets et de la Manœuvre, qui avaient repris le travail le 10 avril, se sont remis en grève le vendredi 16. Le 19, ils étaient 47 à l'AG, unanimes pour reconduire le mouvement. De même, le lendemain.

Cependant, mardi 20 avril, 60 % des 120 contrôleurs présents à Perrache ont voté la

reprise du travail alors que les conducteurs décidaient à une très large majorité de continuer la grève. Ils n'étaient pas seuls à décider de continuer dans la région Rhône-Alpes, puisqu'à Saint-Étienne et Chambéry les assemblées, communes aux différentes catégories de travailleurs, ont voté majoritairement la continuation de la grève.

### Triage de Sibelin (Rhône)

La grève s'est poursuivie avec un taux de grévistes en légère augmentation tous les jours, et des piquets de grève matin, midi et soir, ainsi qu'aux prises de postes. Quotidiennement, sauf le week-end, les assemblées se sont tenues avec plus de 80 personnes.

Lundi 19 avril, les cheminots étaient encore 96 présents à l'AG pour reconduire la grève à une large majorité. Les propos tenus le matin même par Didier Le Reste étaient connus et critiqués, mais ils n'ont pas empêché les grévistes de continuer,

puisque les cheminots du Fret n'ont toujours aucune assurance sur leur emploi. Au piquet de grève qui a suivi, beaucoup sont restés discuter, et la présence de Nathalie Arthaud, venue apporter son soutien aux grévistes, a été appréciée.

Mardi 20 avril, l'AG était toujours aussi nombreuse, avec 95 présents. La grève a été reconduite malgré les annonces des secteurs qui reprenaient, car les grévistes veulent être encore en grève le jour de la négociation nationale, mercredi 21.



# La grève à la SNCF

## Échos de la grève (suite)

### Chambéry (Savoie)

Vendredi 16 avril, à l'appel de la CGT et de Sud, 450 cheminots grévistes ont manifesté à Chambéry. La plupart venaient de Chambéry même et de la Maurienne, mais il y avait aussi des délégations de Haute-Savoie et de l'Isère. Le rassemblement de départ étant fixé à la gare, les manifestants ont décidé de bloquer les voies pendant plus d'une demi-heure. On a pu constater que les voyageurs, même bloqués, n'étaient pas hostiles au mouvement, plusieurs faisant part de leur soutien. La manifestation, très

dynamique, s'est ensuite dirigée vers la Direction régionale qui s'est retrouvée enfumée par les torches des grévistes, puis vers la préfecture, et ensuite retour à la gare où l'assemblée générale a reconduit la grève.

Le mouvement de grève connaît cependant une baisse nette depuis lundi 19 avril. L'assemblée générale du 20 avril a voté la reconduction de la grève par 76 voix, sur 88 votants. CGT et Sud appellent à maintenir la pression jusqu'au jeudi 22 avril, date d'une table ronde régionale avec la direction.

### Nantes (Loire-Atlantique)

À Nantes, la grève des agents de conduite a été majoritairement revotée tous les matins par des assemblées regroupant entre 70 et 100 personnes.

Jeudi 15 avril, les agents de conduite grévistes sont allés à l'assemblée des travailleurs des ateliers de réparation du matériel pour y prendre la parole et convaincre de la nécessité de se mettre en grève, et pas seulement pour une journée. Chez les contrôleurs, l'intervention des conducteurs grévistes a ainsi relancé le mouvement qui s'essouffait. Les discussions ont été nombreuses sur cette drôle de grève qui, quoique commencée en ordre dispersé et minoritaire, recueillait petit

à petit l'assentiment de ceux qui ressentaient la nécessité de la grève pour s'opposer aux attaques brutales de la direction.

Lundi 19, les assemblées générales des agents de conduite et des travailleurs d'autres secteurs (Matériel, gare, contrôleurs, etc.) décidaient de continuer la grève, même minoritaire, au moins jusqu'au mercredi 21, jour de l'ouverture des négociations entre la direction nationale et les syndicats.

Ce qui est nouveau, c'est le ras-le-bol des bisbilles et des incohérences des directions syndicales. Le sentiment qu'il faudrait contrôler nous-mêmes le mouvement fait lentement mais sûrement son chemin.

### Orléans les Aubrais

Lundi 19 avril, nous étions près de cinquante cheminots de tous les services présents à l'assemblée générale.

Le secrétaire de la CGT a lu le communiqué de la fédération, expliquant qu'il y avait «*des acquis dans certaines régions*» et des reprises du travail comme venaient de le faire les roulants de Vierzon. Il a précisé qu'il ne donnerait pas de consigne de vote.

Un militant de Sud a expliqué que, si à Marseille et Clermont-Ferrand la reprise du travail avait été votée, dans d'autres secteurs la grève continuait, voire s'élargissait, et que

ce n'était pas le moment de reprendre si on voulait faire pression pour arracher quelque chose le 21 avril.

Des militants CGT ont alors expliqué qu'il valait mieux reprendre avant que la grève ne s'effiloche et que la direction se vante du petit nombre de grévistes. Des jeunes roulants de la CGT ou de Sud se demandaient si «*en arrêtant maintenant, nous n'aurions pas fait 13 jours de grève pour rien*». L'immense majorité des militants CGT ayant voté contre la continuation du mouvement, la reprise du travail a eu lieu.

### Limoges (Haute-Vienne)

Après les contrôleurs dimanche 18 avril, les conducteurs de Limoges ont voté mardi 20 l'arrêt de la grève, sur proposition de la CGT.

La CGT a expliqué que le mouvement national était un échec, par la faute de... tout le monde sauf eux : les Marseillais qui ont commencé trop tôt les négociations locales ; les Toulousains qui sont restés bloqués

sur les revendications locales et sont maintenant coincés ; les régions qui n'ont pas suivi le mouvement ; et surtout le syndicat Sud, même s'il n'est pas représenté localement.

Pour l'instant, localement, promesse a été faite par la direction que le stage d'agent de conduite prévu cette année concernerait non pas 12 personnes mais 18.

### Paris gare du Nord

Mardi 20 avril, les cheminots de la gare du Nord, réunis en assemblée, ont décidé d'arrêter la grève.

La veille, l'assemblée avait regroupé une cinquantaine de cheminots venant de plusieurs services. Le secteur le plus représenté était celui des conducteurs banlieue de la gare du Nord, dont le nombre de grévistes était passé ce jour-là de 20 à 63 %.

La CGT qui, depuis le 6 avril, appelait chaque jour à la reconduction du mouvement, malgré le taux extrêmement faible de grévistes, s'est retrouvée dans une situation délicate

après les déclarations de Le Reste sur la suspension de la grève. Son représentant ne voulait même pas prendre la parole, disant qu'il était trop fatigué par onze jours de grève. La plupart des présents pensaient au contraire qu'il fallait rester en grève jusqu'à la table ronde prévue le 21 avril. Du coup, le représentant de la CGT a préféré s'éclipser pour ne pas avoir à dire qu'il fallait reprendre le travail.

Lors de cette assemblée, la politique des syndicats a été discutée ainsi que la façon dont le mouvement avait été lancé et le fait que les revendications

n'étaient pas très apparentes.

Mardi, en assemblée, où la CGT était absente, les présents ont continué la discussion de la veille et abordé ce que pouvait être la préparation d'un mouvement : convaincre, regrouper les plus combatifs, agir avec ceux-ci pour entraîner les hésitants, organiser des assemblées par secteurs et inter-services pour que les cheminots puissent se compter, mesurer l'ambiance, tout cela avant même le début de la grève.

Étant donné le très faible taux de grévistes, la reprise a été décidée.



Reuter - Eric Gaillard

### Rouen (Normandie)

Les contrôleurs de Haute et Basse-Normandie ont commencé le mouvement dès le 6 avril. Les assemblées quotidiennes ont été très animées et les grévistes nombreux aux piquets de grève le matin. Même ambiance au dépôt des conducteurs de Sotteville, près de Rouen.

Mardi 13 avril, les ouvriers des ateliers de Quatre-Mares (700 cheminots) ont rejoint leurs camarades contrôleurs de Rouen et mécaniciens de Sotteville, avec plus de 60 % de grévistes chez les ouvriers et 40 % pour la maîtrise.

La direction a tout fait pour

essayer de décourager les grévistes, avec pour seul résultat de faire l'unanimité contre elle.

L'ambiance aux piquets de grève est chaleureuse, avec la participation des grévistes à toutes les actions organisées par des délégués CGT et Sud. Des tournées à l'intérieur des ateliers ont permis de convaincre certains ouvriers de rejoindre le mouvement. Une manifestation de plusieurs centaines de grévistes dans le triage de Sotteville a permis d'aider à la mise en grève du triage. Chaque jour, les grévistes ont été très nombreux à se rendre au milieu de ce triage, où sont garées

250 locomotives en bon état, mais inutilisées à cause du plan d'abandon du Fret de la SNCF. Chaque jour, pendant une demi-heure, les grévistes font siffler les loco recouvertes de peinture : «*Non à la fermeture du triage*» !

Mardi 20 avril, la mobilisation était toujours très forte et la grève a été revotée, malgré les déclarations démobilisatrices de Le Reste, qui ont fait beaucoup discuter. Dans une situation où ailleurs la reprise était décidée, mercredi 21 avril au matin les assemblées ont voté la fin du mouvement.



## • STMicroelectronics - Crolles (près de Grenoble)

# La lutte a payé pour les travailleurs du nettoyage

Employées par l'entreprise de nettoyage Sin et Stès, 120 personnes travaillent dans l'usine STMicroelectronics, fabricant de circuits intégrés à Crolles. En dehors du nettoyage classique des locaux, une bonne partie de ces travailleurs interviennent en salles blanches, où il est indispensable qu'il n'y ait pas de poussière, pour assurer l'approvisionnement en matériels, produits chimiques, tenues de travail, etc. D'autres étanchent les fuites d'acides, fréquentes dans cette usine.

Depuis un certain temps, la colère couvait. À la mi-mars, certains avaient rejoint leurs collègues de l'usine Siemens de Grenoble, en grève toute une journée, contre une menace de licenciement pesant sur un délégué du personnel CGT. La direction ne voulant rien lâcher sur les salaires, la grève fut décidée le jeudi 8 avril à Crolles, à l'appel de la CGT. Les grévistes revendiquaient 100 euros d'augmentation pour tous, un treizième mois, une prime de panier de cinq euros

par jour, le remplacement des salariés absents pour pallier la surcharge de travail. Et puis, ils exigeaient aussi l'annulation de la procédure de licenciement contre le délégué et le respect du droit syndical.

La grève a été suivie par 90 % du personnel pendant six jours, l'équipe du week-end s'y mettant aussi. À partir du lundi 12 avril, la dizaine de travailleurs de l'usine Siemens de Grenoble rejoignaient eux aussi la grève,

en faisant le déplacement jusqu'à Crolles. Il y avait de l'ambiance devant l'usine : banderoles et drapeaux, slogans, musique, sirène et coups de klaxon, les grévistes se sont adressés quotidiennement aux travailleurs de STMicroelectronics.

Finalement mardi soir 13 avril, la direction Sin et Stès lâchait une prime annuelle de 500 euros, versée dès juin. Elle retirait la procédure de licenciement, acceptait les

remplacements dès le deuxième jour d'absence et payait la moitié des jours de grève. Sentant qu'il serait difficile d'obtenir plus et voulant préserver leur unité, les grévistes ont repris tous ensemble le travail avec le moral au beau fixe. En salle blanche, ils ont été accueillis par les applaudissements des ouvriers de STMicroelectronics.

Correspondant LO



## Les grévistes s'en souviendront...

La direction de STMicroelectronics s'est dite non concernée par cette grève. Pour un de ses directeurs, « *il ne faut pas mélanger les torchons et les serviettes* ». Elle a donc refusé aux grévistes l'accès au site en envoyant vigiles et gendarmes. Par contre elle a laissé entrer, sans problème, des équipes de non-grévistes ramenés par Sin et Stès d'une autre ville. Ceux-ci ont même pu manger à la cantine de l'usine, qui d'habitude n'est pas accessible aux travailleurs du nettoyage.

## • Carbone Lorraine - Gennevilliers (Hauts-de-Seine)

# Accident mortel

Dans la nuit du 6 au 7 avril dernier, un terrible accident à l'usine Carbone Lorraine de Gennevilliers provoquait la mort d'un ouvrier et douze blessés, dont quatre policiers et quatre pompiers.

Cela avait créé un tel émoi que pas moins de trois ministres étaient venus se faire prendre en photo sur les lieux de l'accident.

Depuis, plus rien ! Ou plutôt si. Dans la presse économique, on relevait que le 12 avril, Carbone Lorraine rachetait le groupe M.Schneider spécialisé dans les fusibles et porte-fusibles. Et deux jours plus tard, on apprenait que le groupe allait changer de nom pour s'appeler Mersen. Et ce ne sera pas n'importe quel groupe, mais un groupe spécialisé « *dans le développement durable et l'innovation* ».

Pour les ministres et dirigeants d'entreprise, un peu de compassion pour les accidentés devant les caméras et, aussitôt celles-ci parties, les affaires reprennent. Écoeurant !

Correspondant LO

## • Freescall (ex-Motorola) – Toulouse

# Les travailleurs marquent un point

**Il y a un peu plus d'un an, la direction de Freescall a annoncé son plan de fermeture de l'unité de production de l'usine de Toulouse, qui se traduirait par 821 licenciements sur les 1 350 salariés que compte encore l'établissement. À l'automne 2009, une grève du personnel ouvrier a quasi paralysé la production pendant cinq semaines. Il s'agissait à l'époque d'obtenir des primes de licenciement conséquentes car, vu la conjoncture économique, les chances de retrouver un emploi étaient et restent très minces.**

Depuis, la mobilisation a continué, avec des hauts et des bas. Il y a eu de nombreux débrayages qui se sont succédés sur toute la période de mise en place du PSE (le mal nommé Plan de sauvegarde de l'emploi). Mais depuis février, la production a du mal à remonter et les difficultés pour remettre la machine en route s'accumulent, tant les travailleurs sont dégoûtés par la perspective de la fermeture et l'insuffisance des indemnités. La direction a recruté plus de 150 intérimaires pour renforcer les équipes et tenter de dissuader tout nouveau mouvement de grève. Mais rien n'y fait, elle parvient tout juste à livrer les commandes les plus urgentes.

Le plan du patron a été

remis en cause devant les tribunaux par les syndicats CGT, CFDT et CFTC qui avaient soutenu la grève de 2009. Après que le plan a été suspendu par le tribunal des référés, la direction a lancé une offensive de grande envergure. Les syndicats FO, CGC et UNSA qui, hostiles à la grève, avaient ratifié le plan de licenciements, ont une nouvelle fois volé à son secours en faisant signer une pétition pour défendre le plan du patron, avec l'aide de la maîtrise. Ils prétendent avoir recueilli 400 signatures, mais surtout dans les secteurs non concernés par les licenciements ! La direction a ensuite annulé des formations ou des suspensions de contrat, pour dresser ces travailleurs contre les syndicats à l'origine de la

plainte. Cela a indigné et resoudé les travailleurs combatifs, et c'est à une centaine qu'ils se sont retrouvés devant le TGI de Toulouse pour l'audience du 1<sup>er</sup> avril 2010. Le juge a rendu son délibéré le 13 avril. Il n'annule pas le PSE dans son ensemble mais il reconnaît le caractère discriminatoire de la dégressivité de l'indemnité de licenciement.

En effet, pour inciter les travailleurs à déguerpir le plus tôt possible, la direction a institué une prime fixe qui s'ajoute au versement de deux fois les indemnités conventionnelles de licenciement. Cette prime fixe aurait été de 40 000 euros pour un départ en 2010, de 25 000 euros pour un départ en 2011, puis seulement 15 000 euros pour ceux qui auraient attendu l'arrêt de l'activité, en principe fin 2011. Ce système pénalise ceux qui auront le plus de difficultés à retrouver un emploi, et le juge ajoute que « *cette discrimination affecte indirectement les salariés âgés ou handicapés* ».

La direction de Freescall

va donc revoir sa copie au sujet de cette prime, dans un contexte qui lui est désormais bien moins favorable, car cette décision a redonné du baume au cœur aux travailleurs.

Puisque des travailleurs sont déjà partis avec cette prime de 40 000 euros, la non-dégressivité demandée par le juge signifie que tous les autres licenciés devront partir aussi avec cette prime, quelle que soit la date de leur départ. Ce n'est pas encore gagné, mais c'est un objectif qui de surcroît s'accorde avec une décision de justice. Alors, on s'attend à des nouvelles entourloupes de la direction. Mais on s'y attend de pied ferme !

La mobilisation des travailleurs va être déterminante pour contraindre le patron à adopter la seule interprétation acceptable de ce jugement, qui est le maintien de la prime de 40 000 euros pour tous, en plus du doublement des indemnités légales, et ceci sans conditions !

Correspondant LO



## • PSA Peugeot – Poissy (Yvelines) **Menaces de sanctions pour faits de grève**



**Seize ouvriers de l'usine Peugeot de Poissy – un ouvrier PSA et des travailleurs intérimaires ou en contrat de professionnalisation – sont menacés de sanctions, suite à deux jours de débrayage, les 8 et 9 avril, dans le secteur du Montage, à l'Habillage moteurs.**

Dans ce secteur, les postes sont serrés et plusieurs sont très durs à tenir depuis la montée en cadence de la nouvelle C3 et de la DS3. Si difficiles parfois que des ouvriers, dont certains menacés de sanctions aujourd'hui, un peu moins mal lotis, aident régulièrement le poste d'à côté. Mais beaucoup « coulent ».

Trois semaines auparavant, tous les travailleurs du secteur ont débrayé quatre heures pour réclamer la création de postes supplémentaires. La direction s'en était alors tirée en se donnant quinze jours pour étudier la question et en promettant de payer le débrayage.

Mais dès le lundi 5 avril les ouvriers, méfiants, parlaient de recommencer. La colère a éclaté le 8 au matin dans l'équipe,

composée à 80 % d'ouvriers intérimaires ou en « contrats pro ». Le travail a complètement cessé. Certains ont attendu ceux de l'équipe d'après-midi, où des ouvriers d'autres secteurs ont rejoint le mouvement. Lors des défilés dans les ateliers, les slogans demandaient l'augmentation des salaires, dénonçaient la charge de travail ainsi que les contrats précaires. Il y a actuellement 1 200 intérimaires et 400 CDD pour 5 200 salariés Peugeot dans l'usine.

Sur deux jours, une centaine de travailleurs, parfois venus de l'autre bout de l'usine, ont participé à un moment ou à un autre, et si les défilés n'ont pas gagné plus de grévistes, la sympathie était palpable partout où ils sont passés.

Un peu prise par surprise, la direction a réagi le 8 avril en mobilisant tout ce qu'elle a pu de cadres et de petits chefs, plus d'une centaine à chaque fois, qui ont envahi le secteur et suivi les défilés, provoquant les grévistes. Elle a aussi tenté de faire redémarrer la chaîne en mettant quatre ou cinq blouses blanches par poste de travail.

Sentant la sympathie

suscitée par le mouvement, la direction a aussi très tôt tenté de frapper un grand coup pour l'arrêter. Dès jeudi 8 midi, elle annonçait des sanctions et, le lendemain matin, des grévistes de la veille avaient déjà leur badge d'entrée démagnétisé. Au total, seize lettres de mise à pied conservatoire ont été envoyées. Oralement, les motifs évoqués étaient « délit d'entrave », ou « comportement dangereux »...

Mais les travailleurs menacés ne se laissent pas intimider. Le 12 avril ils se sont réunis, très nombreux, pour constituer les dossiers de dépôt de plainte pour entrave au droit de grève et, le lendemain, ils sont également venus nombreux dénoncer les menaces de sanctions, lors d'une conférence de presse organisée par la CGT devant l'usine au changement d'équipes. Mardi 20 avril, on apprenait qu'un intérimaire sanctionné était rappelé au travail et que ses jours de mise à pied lui seraient payés. Mercredi 21, un deuxième était réintégré.

C'est un premier recul de la direction. On attend la suite.

**Correspondant LO**

## • Gefco – Poissy **Suicide d'un travailleur**

Un salarié de la base Gefco de Poissy, la filiale de PSA pour le transport, s'est suicidé le 12 avril à son domicile. Il laisse une famille avec deux enfants en bas âge. Révoltés, plusieurs dizaines de salariés des ateliers ont débrayé deux jours pour dénoncer la responsabilité de la direction.

Ancien cariste, ce salarié travaillait dans les bureaux depuis douze ans, lorsque la direction a décidé qu'il y avait trois employés administratifs en trop sur le site de Poissy. Deux sont partis en formation il y a un an, mais lui a refusé une mutation à Gennevilliers, à 30 kilomètres. Habitant près de Poissy, il s'est en revanche porté volontaire pour être détaché

sur l'usine Peugeot de la ville, où Gefco a des chantiers.

Bien qu'il n'ait bénéficié d'aucune formation, il n'a cessé de subir des reproches les quelques mois qu'il a passés sur son nouveau poste. Convoqué fin 2009, il avait à nouveau été harcelé par la direction, qui lui a finalement dit ne pas avoir d'autre poste pour lui.

Angoissé pour son avenir, très éprouvé, le travailleur a dû s'arrêter deux mois pour maladie. À son retour, il a été trimballé sur divers postes, dans les bureaux Gefco, dans les ateliers, les reproches ne cessant pas, jusqu'à ce qu'il se retrouve, début avril, et toujours sans aucune formation, à un poste de pilote de flux...

Là encore, on lui a fait des reproches sur un travail censément mal fait. Mais cela n'a pas empêché la hiérarchie de lui imposer des tâches supplémentaires, notamment le vendredi 9 avril... Ce salarié a craqué le lundi suivant.

Depuis lors, des débrayages très suivis ont été organisés. La CGT tente en outre de convoquer un Comité hygiène et sécurité consacré au suicide. Refusant de prime abord d'en recevoir la demande, le directeur l'a finalement signée, tout en exigeant que la lettre lui soit reformulée...

Tant qu'à faire, autant ajouter l'odieux au révoltant!

**Correspondant LO**

## • PSA Peugeot-Citroën Melun-Sénart (Seine-et-Marne)

## **Après avoir touché les aides de l'État, PSA annonce la fermeture d'un site**

**Lors de la réunion du CCE extraordinaire du mardi 20 avril, PSA a officialisé l'annonce de son projet de fermeture du site de Melun-Sénart, en région parisienne.**

Les sites de Melun-Sénart et de Vesoul sont les deux dépôts du groupe PSA, qui livrent les garages en pièces détachées.

Il y a peu, Melun-Sénart comptait encore près d'un millier de travailleurs (800 CDI et 200 précaires), essentiellement des préparateurs de commande et des caristes. Mais depuis dix-huit mois, la direction de PSA s'est appliquée à déménager les trois quarts de l'activité à Vesoul. À l'époque, pour justifier cette décision, PSA avait eu le culot de dire que c'était au nom de la solidarité entre sites!

L'activité de Melun-Sénart s'est donc vue réduite à la livraison en express des pièces détachées pour la région parisienne. Parallèlement, la direction s'est attachée à diminuer au maximum le nombre de salariés, en utilisant les différents plans de départs volontaires, ou en ne remplaçant pas les départs à la retraite. Aujourd'hui, il ne reste plus que 400 travailleurs en CDI. Après avoir vidé l'activité du site, la direction décroche aujourd'hui qu'il n'est plus rentable.

En réalité, la fermeture annoncée de Melun-Sénart n'est pas la conséquence d'une activité qui disparaît, mais bien la volonté de la direction de faire faire le travail à Vesoul.

### **Le gouvernement soutient les patrons licencieurs**

Il y a un an, la direction de PSA avait touché trois milliards d'euros d'aide du gouvernement, en échange de la « promesse » de ne pas fermer de site en France. Mais ce n'est pas cela, on s'en doute, qui allait empêcher PSA de fermer Melun-Sénart. De toute façon, qu'ont-ils à craindre? Certainement rien de la part du gouvernement, qui s'est même fendu, par la voix de son porte-parole Luc

Chatel, d'une déclaration... de soutien à PSA – au nom du fait qu'il « faut bien que les entreprises s'adaptent à la concurrence », et osant expliquer que PSA n'a pas prévu de licenciement.

C'est un mensonge: aux travailleurs de Melun-Sénart, la direction propose des reclassements à Vesoul (à plus de 300 km). Mais pour ceux qui refuseront, ce sera la porte.

Le gouvernement peut dire ce qu'il veut: la seule raison pour laquelle PSA ferme Melun-Sénart est financière. Il s'agit de faire faire le même travail à moins d'ouvriers, pour au final faire gagner plus aux actionnaires.

La conséquence directe de cette politique se fait déjà lourdement sentir auprès de travailleurs de Vesoul: c'est l'avalanche des heures supplémentaires, des conditions de travail qui se sont brutalement dégradées, de la fatigue supplémentaire, des accidents de travail en nette augmentation.

### **Première réaction**

Ce mardi 20 avril, à l'initiative de la CGT, environ 200 travailleurs et militants syndicaux de Melun-Sénart et des autres sites PSA de la région parisienne (Aulnay, Poissy, Saint-Ouen), ainsi que des travailleurs de Renault-Flins, se sont réunis devant le siège parisien de PSA, à l'occasion de la réunion du CCE.

En venant à ce rassemblement, les travailleurs de Melun-Sénart ont résisté aux multiples pressions des chefs et des syndicats maison qui voulaient les dissuader de se rendre au rassemblement parisien.

Ils ont pu exprimer leur refus d'avoir à choisir entre la mutation forcée ou la porte. Ils ne sont pour l'instant qu'une minorité, mais qui a choisi de ne pas se laisser faire et qui compte bien, dans les jours qui viennent, essayer d'entraîner la majorité des salariés à se battre tous ensemble contre ce projet de fermeture.

**Correspondant LO**



## • Steelcase – Marleheim (Bas-Rhin)

### Coup de colère contre la fermeture

Depuis mercredi 14 avril, la production est complètement arrêtée à l'usine Steelcase de Marlenheim près de Strasbourg, une usine où existent un atelier Bois qui fabrique des bureaux et un atelier Métallurgie qui fabrique des armoires de bureau. Lorsque les travailleurs ont appris, par les délégués qui avaient quitté la réunion de Comité d'entreprise, que la direction avait annoncé la fermeture de l'usine pour la fin de l'année, ils ont tous quitté leur poste et se sont retrouvés sur le parking de l'usine à 11 heures du matin. Pas question pour eux de reprendre le travail alors qu'on les jette dehors.

Déjà lundi matin, ils avaient découvert en arrivant au travail que la direction avait embauché des vigiles, ce qui ne s'était jamais vu sur ce site depuis qu'il existe, début des années 1990. Cette présence insolite en a déjà ému plus d'un. L'annonce de la fermeture définitive de l'usine s'est traduite par des mouvements de colère, avec quelques machines à café mises à mal et quelques vitres cassées. Et ensuite, entre ceux qui étaient sous le choc avec les larmes aux yeux, et la rage de certains, c'est la colère qui a pris le dessus. À l'arrivée de l'équipe d'après-midi, une brève AG s'est tenue, qui a voté la non-reprise du travail.

La direction, au cours de la réunion du matin, avait évoqué de possibles reclassements dans l'usine de Wisches à 30 km de là, ou bien à Rosenheim en Allemagne. Mais, pour ces travailleurs qui ont déjà subi un plan de licenciements de plus de cent salariés qui avait touché les trois usines alsaciennes il y a tout juste un an, avec la fermeture d'une petite unité de 80 personnes à Rosheim, les promesses de reclassement pour environ 90 personnes ne sont pas du tout crédibles. Ils en ont marre d'être trimballés d'une usine à l'autre (la plupart viennent de l'usine de Koenigshoffen à Strasbourg, qui a fermé il y a cinq ans), avec des trajets toujours plus longs, des journées de travail sans fin. Au 1er mars, la direction avait supprimé vingt minutes de pause payées et imposé l'allongement de la journée de travail d'autant. Dans les semaines qui ont suivi, les responsables des ateliers exerçaient un flicage systématique sur les

travailleurs, allant jusqu'à voir dans les douches s'ils n'avaient pas quitté le travail trop tôt.

Le premier réflexe, passés les premiers moments d'abattement, c'était : « On va se battre. » La proposition d'exiger 300 000 euros d'indemnisation pour pouvoir tenir longtemps mise en avant par certains, a été reprise. Le calcul a été vite fait : 60 millions pour les travailleurs, ce serait tout à fait légitime quand on sait que la direction de Steelcase a distribué 130 millions de dollars aux actionnaires en 2009. Et parler d'emplois au moment où toutes les entreprises de la région licencient, font du chômage partiel ou sont sur le point de fermer comme Delphi, c'est une chimère.

Une première entrevue avec la direction et les représentants syndicaux vendredi s'est terminée par la promesse que les trois jours non travaillés, de mercredi à vendredi, seraient payés. Des travailleurs disent à juste titre qu'ils ne sont pas en grève, puisque c'est la direction qui les met dehors ! Ce lundi 19, l'ensemble des travailleurs a d'abord renvoyé derrière ses grilles le directeur de l'usine, qui prétendait séparer les grévistes de ceux qui voulaient travailler, en présence d'un huissier. Il a pu entendre à l'occasion tout le bien que les ouvriers pensaient de lui. Puis ils ont à nouveau accompagné la délégation élue par l'assemblée au siège à Schiltigheim. Comme la direction chipotait pour recevoir des salariés non délégués, une soixantaine de travailleurs ont forcé le passage en bousculant un peu les vigiles. Les CRS en place devant le siège ont laissé faire.

De cette entrevue, il est ressorti une proposition de prime de 22 000 euros en plus des indemnités légales : cela a fait rire la soixantaine de travailleurs présents dans la salle. Une entrevue doit avoir lieu avec le sous-préfet le mercredi 21 avril, ce qui sera l'occasion de se rendre tous à Strasbourg, avec le soutien de travailleurs d'autres entreprises, notamment d'ouvriers de General Motors. La plupart sont conscients que c'est une bagarre de longue haleine qui commence et qu'il va leur falloir beaucoup de détermination pour obtenir ne serait-ce qu'une partie de ce qu'ils veulent.

**Correspondant LO.**

## • Caisse d'Épargne

### Ce n'est pas aux salariés de payer la note

**Depuis le 21 avril, les salariés de la Caisse d'Épargne d'Ile-de-France sont en grève.**

La direction annonce 18,6 % de grévistes mais, selon les syndicats, ses comptes sont sous-estimés, et le pourcentage de grévistes se monterait à 30 %. L'annonce des 551 suppressions de poste, ainsi que les conditions des plans de réorganisation ont mis le feu aux poudres.

La Caisse d'Épargne appartient au groupe Natixis. Ce groupe avait touché en 2008 la somme de deux milliards d'euros de l'État, dans le cadre du plan de sauvetage des banques,

et obtenu de surcroît une rallonge de l'État de cinq milliards d'euros, au moment où les deux banques en difficulté annonçaient leur fusion. Malgré cela, la Caisse d'Épargne se prétend en déficit. Il est vrai que cette banque s'est fait remarquer en perdant 751 millions d'euros dans une opération spéculative en octobre 2008, entre les deux premiers versements de l'État.

La Caisse d'Épargne se retourne aujourd'hui contre les salariés en voulant diminuer « le coût du travail », c'est-à-dire en supprimant des postes et en augmentant la charge de travail de ceux qui restent.

Les conditions du plan sont scandaleuses et s'assimilent à des licenciements déguisés, puisqu'il n'est proposé qu'un seul poste d'affectation au salarié dont le poste est supprimé. Les salariés exigent donc trois propositions de reclassement, 3 000 euros de prime au titre des pertes subies et une augmentation de salaire de 5,10 % avec au minimum 140 euros d'augmentation. Non seulement ce n'est pas à eux d'éponger les pertes des banquiers, mais c'est aux banquiers de compenser le gâchis financier occasionné par la crise dont ils sont les seuls responsables.

**Correspondant LO**

## • Gima – Beauvais (Oise)

### Une semaine de grève pour les salaires

Après une année 2009 à 0 % de rallonge, l'annonce par la direction de Gima d'une augmentation générale de 1,7 % en tout et pour tout pour l'année 2010 a été ressentie comme une provocation par la majorité des ouvriers de cette usine de 950 salariés, qui fabrique des engrenages et des transmissions pour les tracteurs Agco et Claas.

Gima est une filiale commune à ces deux géants du machinisme agricole (Agco est le 3<sup>e</sup> producteur mondial de tracteurs, avec notamment la marque Massey-Ferguson), qui font des bénéfices confortables, et qui pourraient

sans problèmes accorder des augmentations décentes. Au contraire de cela, de nombreuses journées de chômage partiel subventionné par l'État ont été imposées durant l'année 2009, chez Gima et dans l'usine de montage Agco, qui est sur le même site que Gima, et dont les 1 100 salariés ont les mêmes horaires, le même parking, les mêmes entrées que les collègues de Gima. Et, sur ces deux usines, la suppression de 224 emplois déguisée en plans de départs volontaires est programmée.

À l'appel de la CGT, la grève a démarré le lundi 12 avril pour 4 % d'augmentation. Cela

correspond à 50 euros pour un salaire net moyen de 1 300 euros. Chaque journée est rythmée par l'occupation de l'avenue qui passe devant l'usine, l'organisation d'un barbecue et les éventuelles négociations avec la direction.

Au retour du week-end, les grévistes continuaient leur mouvement, qui se prolongeait encore le matin du mardi 20 avril. Tenir tête à la direction pendant plus d'une semaine, dans une période où un plan de licenciements menace, est déjà une victoire pour les grévistes de Gima.

**Correspondant LO**

## • Lens

### Les anciens mineurs marocains protestent pour leurs droits

Trois cents personnes ont manifesté lundi 14 avril dans les rues de Lens pour soutenir les anciens mineurs marocains du Nord-Pas-de-Calais qui réclament les mêmes droits que leurs collègues plus âgés, en majorité français ou européens, notamment le droit au logement et au chauffage gratuits.

Ils avaient été recrutés au Maroc par les Charbonnages de France dans les années soixante et soixante-dix, pour travailler au fond. Mais, les mines ayant fermé tour à tour la décennie suivante, ils ont été

licenciés sans avoir les vingt ans d'ancienneté nécessaires pour toucher une retraite. Pour avoir de quoi vivre avant de retrouver un emploi, certains ont alors accepté une prime de départ (d'environ 22 000 euros actuels) en échange des avantages en nature inscrits dans le statut du mineur, tels que le logement et le chauffage gratuits. Maintenant, ils vivent avec une retraite qui ne leur permet pas de payer leur loyer. 140 familles sont ainsi plongées dans les difficultés financières, et certaines sont menacées d'expulsion.

Pour protester contre cette inégalité de traitement, d'anciens mineurs marocains avaient monté une tente devant l'entrée de l'Agence nationale pour la garantie des droits des mineurs (ANGDM), située à Noyelles-sous-Lens. En même temps que se tenait la manifestation pour les soutenir, le tribunal de Béthune ordonnait la libération immédiate de la tente, sous peine d'une astreinte de 500 euros par jour pour chaque personne présente sur place. Cela s'appelle la justice.

**Marianne LAMIRAL**



## Il y a cinquante-cinq ans

### • La conférence de Bandung (15-24 avril 1955)

# Le tiers-mondisme, un espoir évanoui

Bandung (Bandoeng en néerlandais, quand les Pays-Bas colonisaient l'Indonésie) est le nom d'une ville de l'île de Java, où s'est tenue du 18 au 24 avril 1955 une conférence convoquée par la Birmanie, Ceylan, l'Inde, l'Indonésie et le Pakistan. Y participèrent plus de mille représentants de vingt-neuf États d'Asie, d'Afrique et du Moyen-Orient, mais aussi une trentaine de mouvements nationalistes anticolonialistes, comme le Front de libération nationale d'Algérie, le néo-Destour de Tunisie ou l'Istiqlal du Maroc. Se trouvèrent ainsi réunis, entre autres, Nehru (Inde), Sukarno (Indonésie), Chou Enlai (Chine) et Nasser (Égypte).

En Europe occidentale, cette conférence était regardée avec sympathie par tous ceux qui partageaient les idées naissantes du tiers-mondisme (c'est trois ans auparavant que l'économiste Alfred Sauvy avait lancé l'expression de « Tiers Monde » pour désigner un ensemble de peuples longtemps colonisés qui, comme le tiers état pendant la Révolution française, souhaitaient devenir « quelque chose »).

En 1955, une trentaine de pays asiatiques et africains, qui avaient été des colonies ou des semi-colonies des puissances impérialistes, étaient devenus indépendants. Au lendemain de la conférence de Genève qui, en 1954, venait de mettre fin à la guerre coloniale menée par l'État français en Indochine, ces États déclaraient vouloir accélérer le processus d'indépendance des colonies restantes.

Parmi les vingt-neuf États présents à Bandung, quinze venaient d'Asie, neuf du Moyen-Orient et seulement cinq d'Afrique (le Ghana, l'Éthiopie, le Liberia, le Soudan et la Libye), car la plus grande partie de ce continent restait sous le joug colonial.

Les cinq États organisateurs avaient pris position contre les

essais nucléaires, la politique des blocs et le colonialisme. La présence de Nehru, qui avait succédé à Gandhi, rassurait les grandes puissances, car elles connaissaient sa modération. Mais le véritable animateur de Bandung fut le Premier ministre chinois Chou Enlai, que les États-Unis présentaient alors comme un communiste fanatique, mais qui prôna une conférence pluraliste et multi-ethnique. Quand le Premier ministre cinghalais expliqua qu'on ne pouvait se contenter de dénoncer le colonialisme franco-britannique mais qu'il fallait aussi se mobiliser contre l'Union soviétique en Europe orientale, il déclencha un tollé. Chou Enlai protesta publiquement, mais dans la coulisse, il réconforta l'orateur conspué en lui disant qu'« il y avait des choses intéressantes dans son intervention », posant des jalons qui se révéleraient utiles après la rupture sino-soviétique de 1964.

Chou Enlai amorça aussi en direction des États-Unis, à propos de Formose (Taïwan aujourd'hui), une manœuvre qui devait se concrétiser au début des années 1970, laissant entendre que la question de Taïwan (l'existence de deux



Chou Enlai, Premier ministre de Chine, prenant la parole durant la conférence de Bandung. À gauche, avec son chapeau blanc, on aperçoit Nehru.

Xinhuant

Chines) pourrait se régler pourvu que Washington ne s'obstine pas dans son soutien à Tchang Kaï-chek. En même temps, il n'afficha qu'un soutien discret au Nord-Vietnam, comme s'il n'était pas pressé que celui-ci récupère le Sud-Vietnam.

La conférence peina à trouver une position commune face aux deux blocs car les uns (Irak, Iran, Japon, Pakistan, Philippines et Turquie) étaient liés aux États-Unis, les autres (Chine, Vietnam du Nord) aux Soviétiques, tandis qu'un troisième groupe (Inde et Égypte) prétendait à une position de neutralité, toute relative puisque, juste avant de venir, Nasser avait fait emprisonner des militants communistes égyptiens. La conférence condamna en termes vagues la colonisation, l'impérialisme, l'apartheid et appela les pays colonisés à lutter pour leur indépendance, mais en leur proposant de privilégier la négociation à la lutte armée.

L'envoyé du quotidien *Le Monde*, Robert Guillain, ne

s'y trompa pas : « On écrit déjà en Europe et en Amérique que c'est la conférence de la révolte, révolte asiatique et africaine, révolte anti-blanche. Je crois vraiment que ce n'est pas cela. Voilà une révolte qui, vue de près, n'apparaît pas si farouche, des révoltés plus radoucés qu'on ne pense. (...) Cette fête en brun, jaune et noir, où les visages blancs sont absents, est bien un événement de notre époque... Mais c'est précisément une fête bien davantage qu'un complot. (...) La conférence afro-asiatique assure, par la voix de ses organisateurs, qu'elle ne veut pas être un rassemblement racial, une machine de guerre contre l'Occident. »

L'année suivante Nasser, Nehru et le président yougoslave Tito évoquèrent le « non-alignement », souvent associé à Bandung. Il faudra attendre la conférence de Belgrade en 1961 pour officialiser une formule qui prétendait alors offrir une alternative aux deux blocs.

Cinq ou dix ans après

Bandung, les succès de la révolution cubaine ou de l'indépendance algérienne pouvaient nourrir des illusions tiers-mondistes. Cinquante-cinq ans après, elles se sont évaporées. La grande majorité des États du Tiers Monde, y compris ceux qui se présentaient comme de farouches défenseurs de l'indépendance nationale, voire du socialisme, se sont alignés sur l'impérialisme qu'ils prétendaient combattre.

À de très rares exceptions, ils n'affichent même plus l'ambition d'apporter un peu de bien-être à leur peuple. Pour la plupart, ils ont démantelé ou achèvent de démanteler ce qui était étatisé dans leur économie, espérant ainsi s'intégrer au sein de l'économie mondiale comme fournisseurs de matières premières ou comme sous-traitants des multinationales, et tant pis si leurs populations payent au prix fort ce réalignement par un surcroît d'exploitation.

Jacques FONTENOY

### • Corruption

## Le groupe Total à nouveau sur la sellette

**L'actualité judiciaire pourrait amener encore une fois le groupe Total dans le box des accusés, pour des affaires de corruption et de trafic d'influence dans le cadre du programme Pétrole contre nourriture. Celui-ci, qui devait soulager les difficultés de la population irakienne à se nourrir pendant l'embargo décrété contre le régime de Saddam Hussein, de 1996 à 2003, a été utilisé par le groupe pétrolier et d'autres comme une opportunité d'élargir leurs activités dans ce pays.**

Les opérations du groupe Total au Moyen-Orient, et donc en Irak, étaient alors dirigées par Christophe de Margerie, devenu depuis le PDG du groupe. Lui et plusieurs cadres de la compagnie pétrolière pourraient être mis en examen pour les contrats négociés dans cette période et accompagnés, pratique banale

des grands groupes capitalistes, de versements de commissions. Christophe de Margerie cumule : il a déjà été mis en examen pour une affaire identique de contrat gazier en Iran.

Sur le papier, le programme « pétrole contre nourriture » permettait d'acquérir du pétrole irakien en échange de

biens de consommation courante destinés à la population. Mais les échanges s'accompagnaient dans les deux sens de commissions versées aux différents protagonistes, en tête la clique de Saddam Hussein, tandis que les produits de première nécessité vendus étaient souvent périmés. Ce système a bénéficié aux entreprises françaises bien placées dans ces échanges. Outre Total, d'autres instructions judiciaires sont en cours contre Peugeot et Renault. Par ailleurs, l'actuel régime irakien tente de récupérer le pactole évanoui en commissions diverses et réclame 10 milliards de dollars

à 93 industriels et banquiers accusés de corruption et de détournement de fonds pendant cette période.

En France, plusieurs diplomates de haut rang qui ont bénéficié du système de corruption du groupe Total dans cette période ont été mis en examen : un ex-secrétaire général du Quai d'Orsay, le représentant de la France à l'ONU de 1991 à 1995, le secrétaire général de l'Association des amitiés franco-irakiennes, un ancien membre du Conseil national du RPR... et Charles Pasqua, qui a bénéficié d'un non-lieu en septembre dernier.

Quand l'instruction,

commencée en 2002, était arrivée à son terme en 2007, le groupe Total semblait être tiré d'affaire. Selon ses explications, les paiements supplémentaires figurant dans ses comptes étaient des « surcharges » payées à l'État irakien pour obtenir du pétrole. Mais un nouveau juge a repris le dossier et considère ces « surcharges » comme de la corruption et du trafic d'influence. Il reste maintenant à trouver une date pour le procès annoncé... une décision qui pourrait traîner en longueur.

J. F.





# Samedi 22, dimanche 23 et lundi 24 mai (week-end de la Pentecôte) **Soyez de la Fête... de Lutte Ouvrière**

C'est dans quatre semaines que se déroulera, trois jours durant, la Fête de Lutte Ouvrière, à Presles, dans le Val-d'Oise.

À tous ceux qui viendraient pour la première fois, ou qui reviendraient, nous pouvons annoncer, déjà, des spectacles et de la musique sur plusieurs scènes, dont le Grand Podium et le Théâtre, mais aussi tout simplement au détour d'une allée. La Fête est un rendez-vous pour ceux que révolte cette société capitaliste. On peut donc, quand on veut, où on veut, y discuter politique, avec les uns ou les autres; assister à des débats, ou à

l'allocution de notre porte-parole, Nathalie Artaud.

Apprendre, c'est vivre. À la Fête, on peut apprendre partout. Sur l'histoire du mouvement ouvrier, sur l'Histoire tout court, sur la vie dans les entreprises où militent nos camarades, sur les plantes à l'Arboretum, sur ses amis et sur soi-même au cours de l'émotionnant mais sécurisé Parcours dans les Arbres, et sur tout dans les différentes librairies.

Ne rien faire ? Ce sera difficile, tant il vous est offert. Mais goûter la fraternité de ces trois jours comme un avant-goût de ce que nous aimerions construire...

## Spectacles à tous les étages

### Au Grand Podium

CARMEN MARIA VEGA, une chanteuse à la voix exceptionnelle, au tempérament explosif mêlant dans son récital railleries moqueuses, swing et émotion

LES BLEROTS DE R.A.V.E.L., des musiciens atypiques mélangeant des musiques de tous horizons pour un nouveau spectacle concert, véritable remède contre la morosité

MAMANE dans « Mamane malmène les mots », humour

KARIMOUCHE amène son énergie et sa gouaille pour un concert entre

chanson réaliste et hip-hop

WANTED PROCES SPECTACLE, le procès du militantisme, théâtre chanté par la Compagnie Jolie Môme

HK & LES SALTIMBANKS, chansons en voie de naturalisation, world, rap, reggae

ENTRE 2 CAISSES, quatuor vocal, chansons à texte

CALLE FACCION, salsa

LES PRINCES CHAMEAUX, chansons rock 'n' roll

MO ILO, swing manouche

### Au Théâtre

Il y en aura pour tous les goûts avec, entre autres

Du théâtre ouvrier avec « 99 jours – les troubles » par la compagnie OUI Théâtre. Le récit de trois mois de grève, un épisode véridique de la lutte des boutonniers de Méru en 1909 pour défendre leurs salaires.

Du théâtre joyeux avec *Les Bouffons, opéra-bouffe* par la troupe Les Moyens du Bord.

De la musique des Antilles avec le groupe **Flamboyant**, zouk, biguine, salsa.

De l'afro-jazz en quintet avec **Jef et Joël Sicard, Emmanuel et Timothée Levêque et Fred Mouchanet**.

**Bazars et Bémols**, de la nouvelle scène française

Les **Moonlight Swampers**, pour des reprises country et rock

Et bien d'autres à venir...

## La science a droit de cité

Un immense chapiteau est consacré aux sciences, où chacun pourra puiser de quoi satisfaire sa curiosité ou aiguïser ses connaissances. Des expositions et une librairie orientée vers les ouvrages à thème scientifique, six mini-amphithéâtres où suivre, à toute heure, des exposés parfois étonnants, abordant toutes sortes de sujets en termes accessibles, à l'aide de démonstrations ou de projections.

D'autre part, des scientifiques, ingénieurs, enseignants, chercheurs, viendront relater certaines de leurs recherches au cours de forums où ils dialogueront avec le public.

## Les militants d'entreprise de Lutte Ouvrière animeront plusieurs débats

- Sur l'automobile
- Sur Haïti après le tremblement de terre
- Après la projection d'un film, sur la grève chez Continental

## Ils animeront des débats aux différents chapiteaux de la Fête

### Une première liste de participants est déjà arrêtée :

Bachir BEN BARKA : son père Mehdi Ben Barka a disparu le 29 octobre 1965, lors d'une opération attribuée aux services marocains avec les complicités des services secrets français. Depuis, il fait tout ce qu'il peut pour faire la lumière sur cette disparition politique.

Raymond CHAUMEAU, animateur CGT de la grève des sans-papiers nous parlera de cette grève menée par 6200 ouvriers sans papiers depuis octobre 2009 pour leur régularisation.

Marianne DEBOUZY, universitaire qui vient de publier *Le*

*monde du travail aux États-Unis : les temps difficiles (1980-2005)*

Marcel DORIGNY, maître de conférences à l'université Paris VIII, historien, fait partie de ceux qui ont milité pour faire reconnaître l'esclavage et la traite négrière comme crimes contre l'humanité.

Jean-Luc EINAUDI qui, avec son dernier livre *Scènes de la guerre d'Algérie en France : automne 1961*, poursuit son travail de recherche sur cette période

Nadia KACI, comédienne, a recueilli le témoignage des femmes agressées et torturées à Hassi Messaoud en 2001. Elle a été « leur plume discrète » dans

ce texte qui s'intitule *Laissées pour mortes - Le lynchage des femmes de Hassi Messaoud*.

André LOEZ, sur son livre *14-18. Les refus de la guerre. Une histoire des mutins*.

Jean-Jacques MARIE, qui vient de publier *Khrouchtchev : la réforme impossible*, une biographie de Khrouchtchev qui lui permet de parler de la société soviétique des années 1920 à 1960.

Nicolas OFFENSTADT, historien, en plus de son travail sur le Moyen Âge, se passionne sur l'utilisation que certains font de l'Histoire et qu'il dénonce dans son dernier livre *L'histoire bling-bling*.

## À l'Arboretum, une nouvelle visite

### L'arbre, quelles sensations !

Pour reconnaître les arbres, apprenez à vous servir de vos cinq sens : la vue bien sûr, qui permet d'observer leur port, leur écorce ou leurs feuilles, mais aussi le toucher, l'odorat, et même le goût ou l'audition !

### Rappel des anciennes visites

#### L'arbre, quel être étonnant !

Il pousse sans arrêt, il a un squelette plein de trous, il vit de soleil et d'eau fraîche, il connaît le sexe, il existe depuis cent fois plus longtemps que l'homme.

#### L'arbre, quelle histoire !

Des premières forêts, avant les dinosaures, aux usages les plus modernes des arbres, en passant par les espèces appréciées sous les Romains, au Moyen Âge ou pendant la Révolution

française.

#### L'arbre, quelles ressources !

Une maison, des outils, des instruments de musique, du papier, de l'aspirine, des fruits, de la farine... Et tout ça grâce aux arbres !

## C'est la fête au Village... Médiéval

Au sein du Village Médiéval, petits et grands pourront découvrir, démonstrations par les artisans à l'appui, les techniques de l'époque : la forge médiévale, la calligraphie, l'enluminure, la sellerie d'art, la vannerie, l'usage des instruments de musique et celui du four à pain.

Ils assisteront aussi à des démonstrations d'escrime, de mise en armure, de combat en armure, de lutte et de techniques historiques à la dague. Ils pourront s'initier au maniement d'armes d'hast – armes longues – et aux danses médiévales. Les plus grands auront l'occasion d'assister à des conférences,

par exemple sur la médecine arabe au Moyen Âge ou les échanges entre Orient et Occident. Les enfants seront invités à une école de chevalerie.

Des spectacles seront offerts aux uns et aux autres : en journée, *Le Procès des Trois Truies et d'un Cochon* et, en nocturne, *Le Voleur de Feu*.

### Grand écran

Deux cinémas fonctionnent toute la journée. On pourra y voir, notamment, *Liberté* de Tony Gatlif, *La Rafle* de Roselyne Bosch, *À l'Origine* de

Xavier Giannoli, *Rapt* de Lucas Belvaux, *Looking for Eric* de Ken Loach, *Jaffa* de Keren Yedaha, *Agora* de Alejandro Amenabar et *Brothers* de Jim

Sheridan.

Comme tous les spectacles de la Fête, les séances sont comprises dans le prix de la carte d'entrée.

# 12 euros pour trois jours !

La carte d'entrée, valable les trois jours de la Fête, est disponible au prix de 12 euros, jusqu'au 21 mai. Pendant la

Fête, sur place, elle coûtera 15 euros. Des bons d'achat d'une valeur de cinq euros sont également disponibles à l'avance, au prix de quatre euros. Ils permettent d'économiser 20 % sur tout ce qui est vendu à la Fête, nourriture et livres par exemple, sauf le tabac.

On peut se les procurer auprès de nos militants, ou en écrivant à Lutte Ouvrière - BP

233 - 75865 Paris Cedex 18 (indiquer dans votre courrier le nombre de cartes et de bons d'achat demandés, joindre un chèque du montant voulu à l'ordre de Lutte Ouvrière, et penser à mentionner l'adresse d'expédition ; envoi franco), ou encore sur notre site internet, [fete.lutte-ouvriere.org](http://fete.lutte-ouvriere.org).